



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 14 NOVEMBRE 1942

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 14TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Alpine Supplies Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du cinq octobre 1942, constituant en corporation: Solomon Gottfried, marchand, Dame Augusta Gottfried, épouse commune en biens de Solomon Gottfried et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux résidant et domiciliés à 4541, avenue Marcell, dans les cité et district de Montréal, et Arthur Levin, avocat, résidant et domicilié à 610, avenue Belmont, dans la cité de Westmount, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, construire, assembler, acheter, vendre, distribuer, annoncer, produire, importer, exporter et exercer le commerce, soit comme mandant, agent, en gros ou en détail, de bâtons de skis, harnais de skis, skis, attelages de skis, et tous autres articles susceptibles d'être utilisés dans la fabrication, entretien et opération des skis et accessoires de toutes sortes, nature et description quelconques, et toutes sortes d'articles de sport; sous le nom de "Alpine Supplies Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars

Letters Patent

"Alpine Supplies Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of October, 1942, incorporating: Solomon Gottfried, merchant, Dame Augusta Gottfried, wife common as to property of Solomon Gottfried and duly authorized by him hereto, both residing and domiciled at 4541 Marcell Avenue, in the City and District of Montreal, and Arthur Levin, advocate, residing and domiciled at 610 Belmont Avenue, in the City of Westmount, District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, construct, assemble, buy, sell, distribute, advertise, produce, import, export and deal in, either as principal, agent, wholesale or retail, ski poles, ski harnesses, skis, ski bindings, and all other articles capable of being used in the manufacture, maintenance and operation of skis and ski equipment of every kind, nature and description whatsoever, and all kinds of sporting goods, under the name of "Alpine Supplies Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided

(\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinq octobre 1942.

P. FRENETTE,
2347 Assistant-procureur général suppléant.

"Canadian Woodenware Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1942, constituant en corporation: Stanley H. Davis, Lloyd A. Davis, tous deux marchands, et Harry E. Davis, agent d'assurance, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce et négoce d'articles en métal et en bois, quincaillerie et verrerie de toute sorte, y compris des articles semblables faits de matières plastiques, de verre, compositions et substances semblables; faire les opérations qui consistent à manufacturer, acheter et vendre des articles en métal, en bois, quincaillerie et verrerie de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles en métal, en bois, de la quincaillerie et verrerie, y compris les articles semblables faits de matières plastiques, verre, compositions et autres substances, sous le nom de "Canadian Woodenware Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente septembre 1942.

P. FRENETTE,
2348 Assistant-procureur général suppléant.

"Chez Vogue de Thetford Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du 5 octobre 1942, constituant en corporation: Harry Benjamin Fogul, avocat, John Michael Schlesinger, avocat, tous deux des cité et district de Montréal, et Barnet Buckman, notaire public, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter et diriger des magasins de détail pour la vente d'habits et de vêtements d'hommes et de garçons, robes et vêtements et accessoires pour dames, demoiselles et enfants, et toutes autres choses incidentes à ceux, et manufacturer, acheter, vendre, importer, négocier et exercer le commerce de tous les articles susmentionnés, sous le nom de "Chez Vogue de Thetford Limited", avec un capital total de vingt mille dollars, (\$20,000) divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, dans le district d'Arthabaska, province de Québec.

into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1942.

P. FRENETTE,
2347-o Acting Deputy Attorney General.

"Canadian Woodenware Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1942, incorporating: Stanley H. Davis, Lloyd A. Davis, both merchants, and Harry E. Davis, insurance agent, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with metal, wooden, hard and glass ware of every sort, including similar articles made of plastics, glass, compositions and similar substances; to carry on the business of manufacturing, buying and selling metal, wooden, hard and glass ware of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of metal, wooden, hard and glass ware, including similar articles made of plastics, glass, compositions and similar substances, under the name of "Canadian Woodenware Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1942.

P. FRENETTE,
2348-o Acting Deputy Attorney General.

"Chez Vogue de Thetford Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of October, 1942, incorporating: Harry Benjamin Fogul, advocate, John Michael Schlesinger, advocate, both of the City and District of Montreal, and Barnet Buckman, notary public, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate and conduct retail stores for the sale of men's and boys' clothing and wearing apparel, women's, misses' and childrens' clothing and wearing apparel and accessories, and everything else incidental thereto, and to manufacture, buy, sell, import, trade and deal in all of the above mentioned articles, under the name of "Chez Vogue de Thetford Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, in the District of Arthabaska, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le cinq octobre 1942.

P. FRENETTE,
2349 Assistant-procureur général suppléant.

"La Petite Symphonie de Montréal"
"The Little Symphony of Montreal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour d'octobre 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Raymond, ingénieur, Jean Lallemand, industriel, Graham Drinkwater, courtier, Paul Baby, gérant, tous quatre domiciliés à Montréal, Stewart Symons, comptable, Robert Bryson, pharmacien, et Samuel Bronfman, industriel, domiciliés à Westmount, tous du district de Montréal, dans la Province de Québec, dans les buts suivants:

Propager l'éducation et la culture musicale en particulier chez la jeunesse au moyen de concerts, bourses et conférences, sous le nom de "La Petite Symphonie de Montréal" — "The Little Symphony of Montreal".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'octobre 1942.

P. FRENETTE,
2350-o Assistant-procureur général suppléant.

"La Société de Prévoyance de L'Action Catholique"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour d'octobre 1942, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Ernest Dumais, prêtre, Ernest Beaubien, hommes d'affaires, de la cité de Québec, et Louis-Philippe Roy, médecin, journaliste, de Giffard, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Recevoir des employés de L'Action Sociale, Limitée, compagnie incorporée sous l'empire de la première partie de la loi des Compagnies de Québec et de L'Action Sociale Catholique, corporation constituée par loi spéciale, des contributions;

Recevoir de L'Action Sociale, Limitée et de L'Action Sociale Catholique et de toute autre personne, association, société, compagnie ou corporation, des contributions, donations, legs;

Administer les argents et biens ainsi reçus, et retirer de cette administration les intérêts gagnés;

Etablir un fonds dit fonds de prévoyance destiné à venir en aide aux employés de L'Action Sociale, Limitée et de L'Action Sociale Catholique, lorsque ceux-ci atteindront l'âge de leur retraite, sous le nom de "La Société de Prévoyance de L'Action Catholique".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1942.

P. FRENETTE,
2349-o Acting Deputy Attorney General.

"La Petite Symphonie de Montréal"
"The Little Symphony of Montreal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Jean Raymond, engineer, Jean Lallemand, manufacturer, Graham Drinkwater, broker, Paul Baby, manager, all four residing in Montreal, Stewart Symons, accountant, Robert Bryson, druggist, and Samuel Bronfman, manufacturer, residing at Westmount, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To spread musical education and culture in particular amongst the younger generation by means of concerts, scholarships and lectures, under the name of "La Petite Symphonie de Montréal" — "The Little Symphony of Montreal".

The amount to which the annual revenues from the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1942.

P. FRENETTE,
2350 Acting Deputy Attorney General.

"La Société de Prévoyance de L'Action Catholique"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Rev. Abbé Ernest Dumais, Priest, Ernest Beaubien, business man, of the city of Quebec, and Louis Philippe Roy, physician, journalist, of Giffard, all three of the district of Quebec, for the following purposes:

To receive contributions from the employees of L'Action Sociale, Limitée, a company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act and of L'Action Sociale Catholique, a body incorporated by a special Act;

To receive contributions, donations and legacies from L'Action Sociale, Limitée and L'Action Sociale Catholique and from any other person, association, firm, company or corporation;

To administer the monies and assets thus received, and to draw from this administration the interests gained;

To establish funds called precautionary funds "fonds de prévoyance" destined to help employees of L'Action Sociale, Limitée and L'Action Sociale Catholique, when they have reached the age to retire, under the name of "La Société de Prévoyance de L'Action Catholique".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.).

The head office of the corporation will be at Quebec, district of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'octobre 1942.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1942.

P. FRENETTE,

P. FRENETTE,

2351-o Assistant-procureur général suppléant.

Acting Deputy Attorney General.

"La Société des Infirmières Missionnaires"

"La Société des Infirmières Missionnaires"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour d'octobre 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Mesdemoiselles Marie-Antoinette Robin, Jeanne Lapierre, Berthe Hébert, Bernadette Lépine et Gertrude Houle, gardes-malades, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: the Misses Marie-Antoinette Robin, Jeanne Lapierre, Berthe Hébert, Bernadette Lépine et Gertrude Houle, nurses, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Entreprendre, poursuivre, favoriser et aider les œuvres propres à la propagation de la foi catholique romaine en portant le secours médical sous toutes ses formes et en toutes maladies aux chrétiens et aux non chrétiens de tous les pays officiellement reconnus par l'Eglise comme pays de missions; de venir en aide à toutes celles qui voudraient aller en missions se dévouer à des œuvres médicales, de favoriser leur vocation et leur recrutement et de leur fournir les moyens d'étude et de formation appropriée, sous le nom de "La Société des Infirmières Missionnaires".

To undertake, carry on, promote and assist works conducive to the propagation of the Roman Catholic Faith, by affording medical assistance, under all the forms thereof, and in all cases of sickness to Christians and to non-Christians in all countries officially recognized by the Church as Mission Countries; to aid all those who desire to do mission work, to devote themselves to medical works, to favour their vocation and their recruiting and supply them with the required means of study and appropriate formation, under the name of "La Société des Infirmières Missionnaires".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux cent mille dollars (\$200,000.00).

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is two hundred thousand dollars (\$200,000.)

Le bureau principal de la corporation sera au numéro 268, Avenue Bloomfield, en la cité d'Outremont, district de Montréal.

The head office of the corporation will be at number 268, Bloomfield avenue, in the City of Outremont, District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour d'octobre 1942.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1942.

P. FRENETTE,

P. FRENETTE,

2352-o Assistant-procureur général suppléant.

Acting Deputy Attorney General.

"Le Comité d'Urbanisme de Rouyn Incorporé"

"Le Comité d'Urbanisme de Rouyn Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Albert Pelletier, prêtre-curé, Albert Plante, contracteur, André Provencher, prospecteur, et Gaétan Désabrais, commis, tous de la ville de Rouyn, comté de Témiscamingue, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Albert Pelletier, parish-priest, Albert Plante, contractor, André Provencher, prospector, and Gaetan Désabrais, clerk, all of the town of Rouyn, county of Temiscamingue, Province of Quebec, for the following purposes:

Encourager, promouvoir et travailler en général à la propreté et à l'embellissement de la Ville de Rouyn et de ses avenues;

To encourage, promote and strive generally for the cleanliness and embellishment of the Town of Rouyn and of its avenues;

Acheter, louer, emprunter ou autrement acquérir des terrains, emplacements ou autres immeubles pour l'aménagement des terrains de jeux, parcs publics, endroits de repos, piscines, kiosques, patinoires, glissoires, pistes de ski, sous le nom de "Le Comité d'Urbanisme de Rouyn Incorporé".

To purchase, lease, borrow or otherwise acquire lands, emplacements or other immovables for the equipment of playgrounds, public parks, resting places, swimming pools, kiosques, skating-rinks, slides, ski trails, under the name of "Le Comité d'Urbanisme de Rouyn Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

The amount to which the immovable property which the corporation may possess in to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.)

Le bureau principal de la corporation sera à Rouyn, dans le comté de Témiscamingue, Province de Québec.

The head office of the corporation will be at Rouyn, County of Temiscamingue, Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'octobre 1942.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1942.

P. FRENETTE,

P. FRENETTE,

2353-o Assistant-procureur général suppléant.

Acting Deputy Attorney General.

"Master Hardchromers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf octobre 1942, constituant en corporation: Seymour Elkin, de la cité de Westmount, notaire, Stanley Stanger, directeur de compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, et Ralph C. Tees, directeur de compagnie de fiducie, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations qui consistent dans le placage — et en particulier la galvanoplastie — des métaux en chrome, nickel, cuivre, laiton, bronze, cobalt, antimoine, palladium, zinc, étain, argent, or, platine, tungstène et en tous autres métaux qui peuvent être déposés par quelque procédé que ce soit;

Faire déposer des métaux au moyen d'immersion chaude et/ou froide, de galvanisation et d'électrolyse; ou par tous autres moyens ou procédés, purifier, broyer, finir, frapper et polir tous les métaux;

Dessiner, construire, agrandir, réparer, reconstruire, améliorer, manufacturer, acheter, vendre, louer, emmagasiner, utiliser, exploiter, faire le commerce, importer et exporter des outils, pièces, moteurs, machines, machinerie, dispositifs, mécanismes et inventions, sous le nom de "Master Hardchromers Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf octobre 1942.

P. FRENETTE,

2354 Assistant-procureur général suppléant.

"Master Hardchromers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1942, incorporating: Seymour Elkin, of the City of Westmount, notary, Stanley Stanger, Trust Company officer, of the Town of Hampstead, and Ralph C. Tees, Trust Company officer, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of plating and in particular electroplating of metals in chromium, nickel, copper, brass, bronze, cobalt, antimony, palladium, zinc, tin, silver, gold, platinum, tungsten and in all other metals which may be deposited by any process whatsoever;

To deposit metals by means of hot and/or cold dipping, galvanizing and electrolysis; or by any other means or process; to clean, grind, finish, buff and polish all metals;

To design, construct, enlarge, repair, rebuild, improve, manufacture, buy, sell, lease, store use, operate, deal in, import and export tools, parts, motors, machines, engines, devices, mechanisms and inventions, under the name of "Master Hardchromers Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the Company.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1942.

P. FRENETTE,

2354-o Acting Deputy Attorney General.

"Montreal War Services Co-Ordinating Council"
"Le Conseil de Coordination des Services de Guerre de Montréal"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1942, constituant en corporation sans capital-actions: John Hollis Brace, industriel, 730 avenue Upper Roslyn, Westmount, Charles Austin Morrison, ingénieur, 4240 avenue Hingston, Montréal, et John William Long, avocat et Conseil en loi du Roi, 34 avenue Glencoe, Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Encourager et promouvoir l'organisation de services auxiliaires aux forces armées et aux marins des marines marchandes des nations alliées;

Exécuter les désirs du ministre des services de guerre nationaux se rapportant aux objets précédents, sous le nom de "Montreal War Services Co-Ordinating Council" — "Le Conseil de Coordination des Services de Guerre de Montréal".

Le montant auquel est limitée la valeur ou le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cent mille dollars (\$100,000.)

Le siège social de la corporation sera à chambre 714, édifice University Tower, 660 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, district de Montréal.

"Montreal War Services Co-Ordinating Council"
"Le Conseil de Coordination des Services de Guerre de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: John Hollis Brace, industrialist, 730 Upper Roslyn Ave., Westmount, Charles Austin Morrison, engineer, 4240 Hingston Ave., Montreal, and John William Long, advocate and King's Counsel, 34 Glencoe Ave., Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To encourage and promote the rendering of auxiliary services to the armed forces and merchant seamen of the allied nations;

To carry out the wishes of the Minister of National War Services in connection with the foregoing objects, under the name of "Montreal War Services Co-Ordinating Council" — "Le Conseil de Coordination des Services de Guerre de Montréal".

The amount to which the value of, or the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

The head office of the corporation will be at Room 714, University Tower Bldg., 660 St. Catherine Street, West, in the City of Montreal, District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deux octobre 1942.

P. FRENETTE,
2355 Assistant-procureur général suppléant.

"Nanette Corsetière, Limitée"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix octobre 1942, constituant en corporation: William Holzman, marchand, mademoiselle Eva Abramson, fille majeure, et Dame Sara Abramson-Holzman, épouse séparée de biens, suivant les lois de la province d'Ontario, de William Holzman et dûment autorisée par son dit époux, tous de la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands et manufacturiers de vêtements et de lingerie pour femmes, enfants et autres, et le commerce de marchandises sèches; et, comme manufacturiers, acheter et vendre, négocier et faire le commerce de toutes sortes de vêtements et lingerie pour femmes, enfants et autres, et comme tailleurs, couturiers, drapiers, bonnetiers, modistes, chapeliers, costumiers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, coton et dentelle, et négociants de toutes marchandises en cuir, avec le droit de les manufacturer, les vendre au détail, les importer et exporter;

Acheter, comme une firme en exploitation, le commerce, la marchandise, la clientèle de Nanette Corsetière Reg'd, y compris tous les biens de ladite société, sous le nom de "Nanette Corsetière, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Hull, district de Hull, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix octobre 1942.

P. FRENETTE,
2356 Assistant-procureur général suppléant

"Ross, MacDonald and Partners Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1942, constituant en corporation: Albert Lagnado, avocat, Roger Brossard, conseil en loi du Roi, et Annette Turgeon, fille majeure sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous les genres de commerces relatifs à l'érection, la construction, l'amélioration, la réparation et la modification de tous travaux et entreprises d'aucune description; et, à ce sujet, employer des architectes et ingénieurs pour préparer tous dessins, plans et devis nécessaires à l'exécution de tous ces travaux et entreprises, sous le nom de "Ross, MacDonald and Partners Inc.", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000), divisé en cinq cents (500) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq octobre 1942.

P. FRENETTE,
2357 Assistant-procureur général suppléant.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1942.

P. FRENETTE,
2355-o Acting Deputy Attorney General.

"Nanette Corsetière, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1942, incorporating: William Holzman, merchant, Miss Eva Abramson, spinster, of age of majority and Dame Sara Abramson-Holzman, wife separate as to property, according to the laws of the Province of Ontario, of William Holzman and duly authorized by her said husband, all of the City of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of dealers and manufacturers of ladies' and childrens' clothings and others, and wearing apparel, and the business of dry goods merchants, and as manufacturers, to buy and sell, trade and deal in all kinds of ladies' and childrens' clothing and others or wearing apparel and as tailors, dress-makers, drapers, hosiers, milliners, hatters, costumers, furriers, gloves, silk, cotton and lace merchants, and dealers of and in any leather goods, with the right to manufacture, retail, import and export the same;

To purchase, as a going concern, the trade, merchandise, clientele, of Nanette Corsetière Reg'd, including all assets of the said partnership, under the name of "Nanette Corsetière, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Hull, in the District of Hull, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1942.

P. FRENETTE,
2356-o Acting Deputy Attorney General.

"Ross, MacDonald and Partners Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1942, incorporating: Albert Lagnado, lawyer, Roger Brossard, King's Counsel, and Annette Turgeon, spinster, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all kinds of businesses connected with the erection, construction, improvement, repair and alteration of all works and undertakings of any description; and in this connection to employ architects and engineers for the preparation of all designs, plans and specifications necessary for the carrying on of all such works and undertakings, under the name of "Ross, MacDonald and Partners Inc.", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00) divided into five hundred (500) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company shall be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1942.

P. FRENETTE,
2357-o Acting Deputy Attorney General.

"Sturdy Accessories Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1942, constituant en corporation: Frédéric Samuel Rugg, avocat, Charles de LaBroquerie Mignault, avocat et Marie-Louise Rita Choquette, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité de Sherbrooke dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de métaux, de matières plastiques et articles composés en partie de métal et de plastique, y compris instruments et accessoires et leurs boîtes et contenants et y compris les métiers qui consistent à étamper, préparer, finir ou plaquer des articles dont les métaux ou les matières plastiques forment une partie constituante, sous le nom de "Sturdy Accessories Limited" avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, dis-dit St-François.

Daté du bureau du procureur général, le 3 octobre 1942.

P. FRENETTE,

2358 Assistant-procureur général suppléant.

"The Black Duck Club"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Moses Kellum Pike, vice-président, 1469 rue Drummond, Montréal, John Patrick Kavanagh, gérant de ventes, 3815 avenue Marcell, N.D.G., Montréal, Eric James Wain, acheteur en chef, 285 avenue Edison, St-Lambert, et Herman Harold Shontz, acheteur en chef, 5203 rue Isabella, Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Prendre l'actif, le passif, les entreprises et les activités de "The Black Duck Club", une organisation non incorporée de Montréal, Québec;

Encourager, organiser, administrer et gérer un club pour toutes fins sociales, de divertissement, athlétiques et sportives et fournir et entretenir des lieux convenables à ces fins, sous le nom de "The Black Duck Club".

Et il est de plus ordonné et déclaré qu'aucun des pouvoirs demandés n'autorisera les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté qui sont prohibés par la loi;

Et il est ordonné et déclaré que la compagnie n'a pas le pouvoir de demander ou d'obtenir un permis de club ordinairement accordé par la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, Québec, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sept octobre 1942.

P. FRENETTE,

2359 Assistant-procureur général suppléant.

"Sturdy Accessories Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1942, incorporating: Frederick Samuel Rugg, advocate, Charles de LaBroquerie Mignault, advocate, and Marie-Louise Rita Choquette, stenographer, fille majeure et usant de ses droits, all of the City of Sherbrooke in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in metals, plastics and articles of which the same form a component part, including instruments and appliances and cases and holders for same and including the business of stamping, processing, finishing or plating articles of which metals or plastics form a component part, under the name of "Sturdy Accessories Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec, District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1942.

P. FRENETTE,

2358-o Acting Deputy Attorney General.

"The Black Duck Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Moses Kellum Pike, Vice-President, 1469 Drummond Street; Montreal, John Patrick Kavanagh, Sales Manager, 3815 Marcell Avenue, N.D.G., Montreal, Eric James Wain, General Purchasing Agent, 285 Edison Avenue, St. Lambert, and Herman Harold Shontz, General Purchasing Agent, 5203 Isabella Street, Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To take over the assets, liabilities, undertakings and activities of "The Black Duck Club", an unincorporated organization of Montreal, Quebec;

To promote, organize, conduct and manage a club for all social, amusement, athletic and sporting purposes and to provide and maintain suitable premises for such purposes, under the name of "The Black Duck Club".

And it is further ordained and declared that none of the powers sought shall authorize gambling games, games of chance, or games of chance and skill mixed which are prohibited by law;

And it is ordained and declared that the Company is not empowered to ask for or obtain a club license usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, Quebec, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1942.

P. FRENETTE,

2359-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Canadian United States Knitting Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux octobre 1942, à la compagnie "Canadian United States Knitting Company", ratifiant le règlement spécial "C" a) convertissant les 4,680 actions sans valeur nominale ou au pair qui composent le capital actuel en 4,680 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune; b) augmentant son capital-action autorisé par la création de 14,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$5 chacune, et de 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux dites actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deux octobre 1942.

P. FRENETTE,

2360 Assistant-procureur général suppléant.

"Canadian United States Knitting Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of October, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Canadian United States Knitting Company", ratifying Special By-Law "C" a) converting the 4,680 shares without nominal or par value which compose its actual capital into 4,680 common shares of the par value of \$5.00 each; b) increasing its authorized share capital by the creation of 14,000 additional common shares of the par value of \$5.00 each, and of 7,500 preferred shares of the par value of \$10.00 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1942.

P. FRENETTE,

2360-o Acting Deputy Attorney General.

"Service Enterprises Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-et-un octobre 1942, changeant le nom de la compagnie "John Fisher Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du sept août 1942 sous le nom de "John Fisher Limited" en celui de "Service Enterprises Limited", et augmentant les pouvoirs de la compagnie aux objets suivants:

Exercer le commerce de loueur et locuteurs d'automobiles et véhicules de toute sorte et description et de voituriers privés pour le transport de passagers, effets, denrées et marchandises sous toutes ses formes et spécialités et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être;

Acquérir, construire, exploiter, tenir, entretenir, opérer, administrer et gérer des garages, magasins, bureaux, salles d'exposition, dépôts, remises, entrepôts, lavoirs, manufactures, usines, stations de service, stations de gazoline et autres lieux semblables pour la garde, le nettoyage, le peinture, le stationnement, la garde en lieux sûrs, le remisage, l'entreposage, le lavage, l'achat, la vente, la fabrication, la réparation et les soins d'une manière générale d'automobiles, camions et véhicules de toute autre sorte et description et leurs accessoires;

Acheter, vendre, importer, exporter, détenir, manufacturer, produire, fabriquer, louer, échanger et faire le commerce, soit en gros et en détail, d'huile, graisses, gazoline, glycérine et composés anti-congelants de toutes sortes, benzine, pétrole, dérivés du pétrole, produits du pétrole et sous-produits, combustibles à moteurs de toutes sortes, lubrifiants, ciments, pneus, caoutchouc, articles en cuir et en gutta-percha et tous effets, articles, accessoires et outils se rapportant aux automobiles, camions et véhicules d'aucune autre sorte et description;

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés;

"Service Enterprises Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty first day of October, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "John Fisher Limited" incorporated by letters patent bearing date the seventh day of August, 1942, under the name of "John Fisher Limited", to that of: "Service Enterprises Limited", and increasing the powers of the company to the following objects:

To carry on the business of lessors and lessees of automobiles, vehicles of every kind and description and of private carriers for the transportation of passengers, goods, food-stuffs and merchandise, in all forms and kind, and by all known means, both present and future;

To acquire, construct, exploit, keep, maintain, operate, conduct and manage garages, stores, officers, show-rooms, depots, store-houses, warehouses, washstands, factories, plants, service stations, gasoline stations and other similar premises for the keeping, cleaning, painting, parking, safekeeping, storing, warehousing, washing, purchase, sale, manufacture, repairing and care in a general manner of automobiles, trucks and vehicles of any other kind and description and their accessories;

To purchase, sell, import, export, hold, manufacture, produce, make, lease, exchange and deal, both wholesale and retail, in oil, grease, gasoline, glycerine and anti-freeze compositions of all kinds, benzine, petrol, petrol derivatives, petrol products and by-products, motor fuels of all kinds, lubricants, cements, tires, rubber, leather and gutta-percha goods, and any wares, articles, accessories and tools incidental to automobiles, trucks and vehicles of any other kind and description;

To carry on the business of a real estate company and real estate agents in all their lines;

To carry on the business of general contractor for the construction and equipment of public and private works;

Exercer le commerce généralement, comme courtiers et agents d'assurance maritimes, contre le feu, sur la vie, accidents et garantie ou pour de l'assurance offrant une protection aux employeurs ou aux employés ou aucune autre sorte ou catégorie d'assurances dans toutes leurs spécialités; avec le consentement du surintendant des assurances.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-et-un octobre 1942.

P. FRENETTE,

2361 Assistant-procureur général suppléant.

To carry on business generally, as broker and insurance agent, for marine, fire, life, accidents fidelity insurance, or insurance affording protection to employers or employees, or any other kind or class of insurance, in all the branches thereof; with the approval of the Superintendent of Insurance.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1942.

P. FRENETTE,

2361-o Acting Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, comté de Chambly

CITÉ DE ST-LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 22 octobre 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de St-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de la cité de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, St-Lambert, LUNDI, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1942, à DIX heures du matin, heure avancée.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1940 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Rôle N°	Nom	Situé	Cad.	S/Div.	Res/D.
1315-Garand, Mme Jos...	Notre-Dame.	162	28		
220-Harpell, J.J., ...	Bridge, ...	258	8	3	
			8	2	
			8	1	
41-McLellan, Mme B.V	16 Argyle, ...	255	Pt.3		

Description:

La partie du lot 255-3 de la paroisse de St-Antoine de Longueuil mesurant 50 pieds de largeur par 212 pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par l'avenue Argyle, en arrière et d'un côté par le résidu dudit lot 255-3 et de l'autre côté par le lot 255-4, avec les bâtisses dessus érigées.

769-Sophus, J. J., ...

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de

Sales for Municipal Taxes

Province of Québec, County of Chambly

CITY OF ST. LAMBERT

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order of October 22nd, 1942, has directed the undersigned, in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chap. 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by Public Auction in the Council Chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on MONDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1942, at TEN o'clock of the forenoon, E.D.S. Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before December 1st, 1940 shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PART ONE

IMMOVABLES SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Roll No.	Name	Location	Cad.	S/Div.	Res/D.
1315 Garand, Mrs. Jos....	Notre Dame.	162	28		
220-Harpell, J. J., ...	Bridge, ...	258	8	3	
			8	2	
			8	1	
41-McLellan, Mrs. B.V.	16 Argyle, ...	255	Pt.3		

Description:

Part of the lot 255-3 Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 50 feet in width by 212 feet in depth, English measure, bounded in front by Argyle Avenue, in rear and on one side by the remainder of said lot 255-3 and on the other side by lot 255-4 with buildings thereon erected.

769-Sophus, J. J., ...

SECOND SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

According to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudi-

Québec, l'adjudication des immeubles décrits ci-après sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale n'excédant pas mille dollars.

cession of immovables hereinafter described shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

Rôle N°	Nom	Situé	Cad.	S/Div.	Re S/D.
702-Bogue, D'Arcy, ...	Green, ...	162	1541	1542	
			1543		
893-Bourne, A. C.	Logan, ...	161	819	820	
291-Bridgette, S. J.	Cadillac, ...		2194	2195	
422-	Curzon, ...		1656	1657	
1008-Carr, T. E.	Maple, ...	162	1858	1859	
1050- " "	" " " " " " " "		1988	1989	
305-Costin-Nian, C. B. . . .	Casgrain, ...	264	508		
1601-Freeman, Robert, . . .	Ranelagh, ...	266	199	200	
			201	202	
220-Harpell, J. J.	Bridge, ...	258	10		
268-Laws, H. E.	Bromley, ...	263	124	125	
			264	126	
			264	127	
1286-Lemieux, Georges. . .	Mortlake, ...	161	P.1082		

Description:

La partie est du lot N° 161-1082 de la paroisse de St-Antoine de Longueuil mesurant 18 pieds de largeur par 94 pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par l'avenue Mortlake, en arrière par le lot N° 161-330, sur son côté ouest par le résidu du lot 161-1082 et sur son côté est par le lot 161-1083.

2171-LeRoyer, Wilfrid, . .	Walnut, ...	162	2009	
502-Machessault, Aimé, . .	Dominion, ...	266	90	91
			92	
850-Mead, F.C.C.	Lapinière, ...	273	390	391
			392	
1433-Montreal Trust Co. . .	Oak, ...	162	1773	1774
1193-Morrison, K. N. M. . .	Merton, ...	161	656	657
			658	
1239a-Sophus, J. J.	Montrose, ...	264	413	
1617-Stephens, Mme M. A. B	Regent, ...	262	158	
1001-Thurber, A.	Maple, ...	162	1910	1911
			1912	1913

Je certifie que la liste susdite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le trentième jour de novembre 1942, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dues à la cité de St-Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans la cité de St-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de St-Lambert, ce 4ième jour de novembre 1942.

Le secrétaire-trésorier,

M. J. RUTLEDGE.

2343-45-2

VILLE DE PLAGE LAVAL

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-après décrits, situés dans la ville de Plage Laval, seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 29 19ème ave, en la ville de Plage Laval, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1942, à ONZE heures du matin, heure d'été, pour taxes dues, intérêt accru sur icelles et frais encourus et à encourir, à moins que le tout ne soit payé avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 26 octobre 1942, a autorisé

Roll No.	Name	Location	Cad.	S/Div.	Res/D.
702-Bogue, D'Arcy, ...	Green, ...	162	1541	1542	
			1543		
893-Bourne, A. C.	Logan, ...	161	819	820	
291-Bridgette, S. J.	Cadillac, ...		2194	2195	
422-	Curzon, ...		1656	1657	
1008-Carr, T. E.	Maple, ...	162	1858	1859	
1050- " "	" " " " " " " "		1988	1989	
305-Costin-Nian, C. B. . . .	Casgrain, ...	264	508		
1601-Freeman, Robert, . . .	Ranelagh, ...	266	199	200	
			201	202	
220-Harpell, J. J.	Bridge, ...	258	10		
268-Laws, H. E.	Bromley, ...	263	124	125	
			264	126	
			264	127	
1286-Lemieux, Georges. . .	Mortlake, ...	161	P.1082		

Description:

Easterly part of lot No. 161-1082, Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 18 feet in width by 94 feet in depth, English measure, bounded in front by Mortlake Avenue, in the rear by lot No. 161-330, on its westerly side by the residue of lot 161-1082 and on its easterly side by lot 161-1083.

2171-LeRoyer, Wilfrid, . .	Walnut, ...	162	2009	
502-Machessault, Aimé, . .	Dominion, ...	266	90	91
			92	
850-Mead, F.C.C.	Lapinière, ...	273	390	391
			392	
1433-Montreal Trust Co. . .	Oak, ...	162	1773	1774
1193 Morrison, K. N. M. . .	Merton, ...	161	656	657
			658	
1239a-Sophus, J. J.	Montrose, ...	264	413	
1617-Stephens, Mrs. M. A. B	Regent, ...	262	158	
1001-Thurber, A.	Maple, ...	162	1910	1911
			1912	1913

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the thirtieth day of November, 1942, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

The above immovables are all on the plan and book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this 4th day of November, 1942.

M. J. RUTLEDGE,

Secretary-Treasurer.

2343-45-2-o

TOWN OF PLAGE LAVAL

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter described, situated in the Town of Plage Laval, will be sold at public auction at the Town Hall, 29 19th ave, in the Town of Plage Laval, on MONDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time, for taxes due, accrued interest thereon, and costs incurred and to be incurred unless paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated October 26th, 1942, has author-

une énumération abrégée de numéros du cadastre desdits immeubles conformément à l'article 550 de la Loi des cités et villes, (R.S.Q. 1941, ch. 233).

ized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, under the authority of Article 550 of the Cities and Towns' Act, (R.S.Q. 1941, Ch. 233).

Nom — Name	Cad.	Sub-Div's.
Clement, Mad.-Mrs. H.B.	173	227-228, (avec bâtisses—with buildings).
Rogers, George.	174	pt. 265 à-to 269 incl.
Lefebvre, J. A.	177	66 à-to 68 incl.
Deschamps, Laurent.	177	6 à-to 8 (avec bâtisses—with buildings).
Health, C.	174	307 à-to 309 incl.
Allard, Simonne.	174	501 à-to 502 incl.
Gauthier, Mme-Mrs. Pierre.	182	76.
Sherman, Mlle-Miss S.	182	141 à-to 143 (avec bâtisses—with buildings).
Lasker, Mlle-Miss S. (Mrs. Bosko)	185	340-341 incl.
Dixon, Ben.	182	391 à-to 404 (avec bâtisses—with buildings).
Greenwood, Chas.	182	419 à-to 426 incl.
Aubertin, Alphonse.	180	279 à-to 285 (avec bâtisses—with buildings).
Rowe, Bridget.	179	239 à-to 242 incl.
Reid, M. R.	182	129 à-to 131 incl.
Reid, W. J.	182	132 à-to 133 incl.
Watson, A. F.	180	270 à-to 272 (avec bâtisses—with buildings).
Watson, E.	185	437 à-to 438 incl.
Illingworth, R.	185	pt. 97 à-to 101 (avec bâtisses—with buildings).
Roy, Julien.	185	363 à-to 365 (avec bâtisses—with buildings).
Desnoyers, Willie.	185	328 à-to 329 incl.
Wilkinson, Herbert S.	186	522 à-to 523 incl.
Vandal, Mlle-Miss R.	186	524 à-to 527 incl.
Durocher, R.	186	125 à-to 127 (avec bâtisses—with buildings).
Malkassoff, M.	187	pt. 279 à-to 280 incl.
Gilchrist, W.	187	11 à-to 13 (avec bâtisses—with buildings).
Gilchrist, Ethel.	187	9 à-to 10 (avec bâtisses—with buildings).

Donné en la ville de Plage Laval, ce trentième jour de octobre 1942.

S. C. PRICE,
Secrétaire-trésorier.

2365-46-2-o

Province de Québec.

VILLE DE MONTRÉAL-EST

COMTÉ DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné par le secrétaire-trésorier-adjoint de la ville de Montréal-Est, M. J.-Ernest Courtemanche, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, en l'hôtel de ville de Montréal-Est, LUNDI, le SEPTIÈME (7ème) jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent quarante-deux (1942), à DIX heures (10) de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêt ainsi que des frais subséquents, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par sa décision en date du 29 octobre, 1942, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes, tel que modifié par la Loi 24 George V, chapitre 33, section 3.

Nom du propriétaire	Cadastre	Subdivisions
Beauregard, Philias	76	525
Brazé, Alfred, Fils, Mme		888
Chénier, Raoul	90	255, 256
Compagnie de Montréal-Est Limitée	92	1024, 1023
Coulombe, Ralph	88	326, 325
Dupuis, E., Mme veuve	76	218
Ellison, A.	86	56, 57, 58
Lacombe, Trefflé	76	182
La Compagnie Immobilière de Montréal-Est Limitée.	91	1
Lafontaine, J. Georges	88	1130, 1131, 1132, 1133

Given at the Town of Plage Laval, this thirtieth day of October 1942.

S. C. PRICE,
Secretary-Treasurer.

2365-46-2-o

Province of Quebec.

TOWN OF MONTREAL EAST.

COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given by the Acting Secretary-treasurer of the Town of Montreal East Mr. J. Ernest Courtemanche, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, in the Town Hall of the Town of Montreal East, on the SEVENTH (7th) day of the month of DECEMBER, nineteen hundred and forty-two (1942), MONDAY, at TEN (10) o'clock in the forenoon, Eastern daylight saving time, for the payment of the municipal, special, school and other taxes, with interest and costs which shall subsequently be incurred unless said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated October 29th, 1942, has authorized an abridged enumeration of the cadastral number of the immovables under the authority of Article 550 of the Cities and Towns' Act, as amended by Law 24 George V, Chapter 33, Section 3.

Name of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Beauregard, Philias	76	525
Brazé, Alfred, Jnr, Mrs.		888
Chénier, Raoul	90	255, 256
Montreal East Company Limited	92	1024, 1023
Coulombe, Ralph	88	326, 325
Dupuis, E., Mrs Widow	76	218
Ellison, A.	86	56, 57, 58
Lacombe, Trefflé	76	182
La Compagnie Immobilière de Montréal-Est Limited.	91	1
Lafontaine, J. Georges	88	1130, 1131, 1132, 1133

Nom du propriétaire	Cadastre	Subdivisions	Name of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Laforest, Napoléon	90	714, 715	Laforest, Napoléon	90	714, 715
Larivière, Antoinette	70	129	Larivière, Antoinette	70	129
Lavallée, Herménégilde		274, 273, 272	Lavallée, Herménégilde		274, 273, 272
Longtin, Dosithée	55	380	Longtin, Dosithée	55	380
Massy, Napoléon, Succ.	77	31	Massy, Napoléon, Est.	77	31
Montreal Realty & Investment Company	76	19	Montreal Realty & Investment Company	76	19
Paquette, Lambert	86	5, 6, 7, 8; 29 à 38 inc., 49 à 54 inc. 59	Paquette, Lambert	86	5, 6, 7, 8; 29 to 38 inc., 49 to 54 inc. 59
Pelletier, Louis	76	217	Pelletier, Louis	76	217
Prendergast, Marie, vve de J. Versailles	92	96	Prendergast, Marie, wid. of J. Versailles	92	96
prévost, René	90	854, 855	Prévost, René	90	854, 855
	70	61, 62, 63, 64; 79, 80, 81, 82		70	61, 62, 63, 64; 79, 80, 81, 82
Primeau, Téléphore	90	119, 120	Primeau, Téléphore	90	119, 120
Séguin, Olivier		131, 132	Séguin, Olivier		131, 132
Tougas, A.	92	151	Tougas, A.	92	151
Versailles, Marguerite	90	693	Versailles, Marguerite	90	693
Viau, Paul		694	Viau, Paul		694
Way, Rose, épouse de C. Ellis.	90	91, 92	Way, Rose, wife of C. Ellis	90	91, 92
Versailles & Compagnie Limitée	12	100 à 123 inc., 132 à 144 inc.	Versailles & Company Limited	12	100 to 123 inc., 132 to 144 inc.

Versailles & Compagnie Limitée:—

Cette partie du lot numéro cinq cent quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-neuf (19-p543) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, (étant partie de ruelle) mesurant quinze pieds (15') de largeur par cent huit pieds et deux dixièmes de pied (108.2') de profondeur, formant une superficie totale de mille six cent vingt-trois pieds carrés (1,623'), le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornée comme suit: du côté nord-est par une partie du lot numéro cinq cent quarante trois de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p543); du côté sud-est par une partie des lots numéros cinq cent trente-huit, cinq cent trente-sept et cinq cent trente-six, le lot cinq cent trente-cinq, et par une partie du lot numéro cinq cent trente-quatre de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p538, p537, p536, 535, et p534); du côté sud-ouest, par une partie du lot numéro cinq cent quarante-trois de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p543); et du côté nord-ouest, par une partie du lot numéro six cent soixante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p665); tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Cette partie du lot numéro cinq cent cinquante de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-neuf (19-p550) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, (étant partie de l'avenue Marien) mesurant soixante pieds (60') de largeur par cent huit pieds et deux dixièmes de pieds (108.2') de profondeur, formant une superficie totale de six mille quatre cent quatre-vingt-douze pieds carrés (6,492'), le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornée comme suit: du côté nord-est, par une partie du lot numéro cinq cent cinquante de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p550); du côté sud-est, par une partie des lots numéros cinq cent soixante-dix-neuf et cinq cent soixante-dix-huit, par les lots numéros cinq cent soixante-dix-sept et cinq cent soixante-seize, et par une partie du lot numéro cinq cent soixante-quinze de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p579, p578, 577, 576, et p575); du côté sud-ouest par une partie du lot numéro cinq cent cin-

Versailles & Company Limited:—

That portion of subdivision lot number five hundred and forty-three of the original lot number nineteen (19-p543) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, (being part of a lane) measuring fifteen feet (15') in width by one hundred and eight feet and two tenths of a foot (108.2') in depth, forming a total area of one thousand six hundred and twenty-three square feet (1,623'), english measure, more or less; bounded as follows: on the north-east side, by part of subdivision lot number five hundred and forty-three of original lot number nineteen (19-p543); on the south-east side, by part of subdivision lots numbers five hundred and thirty-eight, five hundred and thirty-seven, five hundred and thirty-six, and subdivision lot number five hundred and thirty-five, and part of subdivision lot number five hundred and thirty-four of the original lot number nineteen (19-p538, p537, p536, 535, and p534); to the south-west, by part of subdivision lot number five hundred and forty-three of original lot number nineteen (19-p543); and to the north-west, by part of subdivision lot number six hundred and sixty-five of original lot number nineteen (19-p665); all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

That portion of subdivision lot number five hundred and fifty of original lot number nineteen (19-p550) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, (being part of Marien avenue) measuring sixty feet (60') in width by one hundred and eight feet and two tenths of a foot (108.2') in depth, forming a total area of six thousand four hundred and ninety-two square feet (6,492'), english measure, more or less; bounded as follows: on the north-east side, by part of subdivision lot number five hundred and fifty of the original lot number nineteen (19-p550); on the south-east side, by part of subdivision lots numbers five hundred and seventy-nine, and five hundred and seventy-eight, by subdivision lots numbers five hundred and seventy-seven, and five hundred and seventy-six, and by part of subdivision lot number five hundred and seventy-five of the original lot number nineteen (19-p579, p578, 577, 576, and p575); on the south-west side, by part of subdivision lot number five hun-

quante de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p550); et du côté nord-ouest, par une partie des lots numéros cinq cent trente-deux, cinq cent trente-trois, cinq cent trente-quatre, par le lot numéro cinq cent trente-cinq, et une partie du lot numéro cinq cent trente-six, de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p532,p533,p534,535, et p536); tous desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Cette partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-neuf (19-p587) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, (étant partie de ruelle) mesurant quinze pieds (15') de largeur par cent huit pieds et deux dixièmes de pied de profondeur (108.2'), formant une superficie totale de mille six cent vingt-trois pieds carrés (1,623'), le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornée comme suit: du côté nord-est, par une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p587); du côté sud-est, par une partie des lots numéros six cent cinq et six cent quatre par les lots numéros six cent trois et six cent deux, et par une partie du lot numéro six cent un de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p605,p604,603,602,p601); du côté sud-ouest, par une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p587; et du côté nord-ouest, par une partie des lots numéros cinq cent soixante-treize, cinq cent soixante-quatorze et cinq cent soixante-quinze, et par les lots numéros cinq cent soixante-seize et cinq cent soixante-dix-sept, et par une partie du lot numéro cinq cent soixante-dix-huit de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-p573,p574,p575,576,577, et p578); tous desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Cette partie du lot numéro six cent vingt quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-neuf 19-P.624) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, (étant partie de l'avenue St-Cyr) mesurant soixante pieds de largeur par cent huit pieds et deux dixièmes de pied de profondeur (108.2') formant une superficie totale de six mille quatre cent quatre-vingt-douze pieds carrés (6,492'), mesure anglaise et plus ou moins; bornée comme suit: du côté nord-est, par une partie du lot numéro six cent vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-P.624); du côté sud-est, par une partie des lots numéros six cent quarante-cinq, six cent quarante-quatre et six cent quarante-trois, par le lot numéro six cent quarante-deux, et par une partie du lot numéro six cent quarante et un de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-P.645, P.644, P.643 et 642, et P.641); du côté sud-ouest par une partie du lot numéro six cent vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-P.624); et du côté nord-ouest, par une partie des lots numéros six cent et six cent un, par les lots numéros six cent deux et six cent trois, et par une partie du lot numéro six cent quatre de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-P.600, P.601, 602, 603, et P.604); tous desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

dred and fifty of the original lot number nineteen (19-p550); and to the north-west side, by part of subdivision lots numbers five hundred and thirty-two, five hundred and thirty-three, five hundred and thirty-four, by subdivision lot number five hundred and thirty-five, and by part of subdivision lot number five hundred and thirty-six, of the original lot number nineteen (19-p532,p533,p534,535 and p536); all on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

That portion of subdivision lot number five hundred and eighty-seven of the original lot number nineteen (19-p587) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, (being part of a lane) measuring fifteen feet (15') in width by one hundred and eight feet and two tenths of a foot (108.2') in depth, forming a total area of one thousand six hundred and twenty-three square feet (1,623'), english measure, more or less; bounded as follows: to the north-east side, by part of subdivision lot number five hundred and eighty-seven of the original lot number nineteen (19-p587); on the south-east side, by part of subdivision lots numbers six hundred and five, and six hundred and three, and six hundred and two, and by part of subdivision lot number six hundred and one of the original lot number nineteen (19-p605,p604,603,602, and p601) on the south-west side, by part of subdivision lot number five hundred and eighty-seven of the original lot number nineteen (19-p587); and to the north-west side, by part of subdivision lots numbers five hundred and seventy-three, five hundred and seventy-four, and five hundred and seventy-five, by subdivision lots numbers five hundred and seventy-six, five hundred and seventy-seven, and by part of subdivision lot number five hundred and seventy-eight of the original lot number nineteen (19-p573, p574,p575, 576,577 and p578); all on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

That portion of subdivision lot number six hundred and twenty-four of the original lot number nineteen (19-P.624) on the official plan and book of reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles, (being part of St-Cyr Avenue), measuring sixty feet (60') in width by one hundred and eight feet and two tenths of a foot (108.2') in depth, forming a total area of six thousand four hundred and ninety-two square feet (6,492'), English measure more or less; bounded as follows: on the north-east side, by part of subdivision lot number six hundred and twenty-four of the original lot number nineteen (19-P.624); on the south-east side, by part of subdivision lots numbers six hundred and forty-five, six hundred and forty-four and six hundred and forty-three, by subdivision lot number six hundred and forty-two, and by part of subdivision lot number six hundred and forty-one of the original lot number nineteen (19-P.645, P.644, P.643, 642 and P. 641); on the south-west side, by part of subdivision of lot number six hundred and twenty-four of the original lot number nineteen (19-P.624); and to the north-west side, by part of subdivision lots numbers six hundred, and six hundred and one, by subdivision lots numbers six hundred and two and six hundred and three, and by part of subdivision lot number six hundred and four of the original lot number nineteen (19-P. 600, P.601, 602, 603 and P. 604); all on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles.

Tous les immeubles désignés pour être vendus ainsi que ci-dessus sont du cadastre de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Donné à Montréal-Est ce sixième jour du mois de novembre, mil neuf cent quarante-deux.

(Vraie copie)

Le secrétaire-trésorier-adjoint,

(Signé): J.-ERNEST COURTEMANCHE.
2366-46-2-o

All the immoveable property to be sold as hereinabove mentioned are all of the cadastre of the Parish of Pointe-aux-Trembles.

Given at Montreal East on this sixth day of the month of November, nineteen hundred and forty-two.

(True copy)

(Signed) J. ERNEST COURTEMANCHE,
2366-46-2-o Acting Secretary-Treasurer.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2575

Québec, le 8 octobre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'abolition de la Cour des Commissaires de Coaticook.

Attendu que, par suite de la démission des commissaires de la Cour de commissaires de Coaticook, ladite Cour n'a pas siégé depuis plus de deux ans;

Attendu qu'il y a lieu de décréter l'abolition de la Cour de commissaires de Coaticook et d'ordonner que les dossiers et archives de cette Cour soient transmis à une autre Cour dans le même district.

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur général, et conformément aux dispositions de l'article 154 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15):

Que la Cour de commissaires de Coaticook soit abolie;

Que les dossiers de cette Cour soient transmis à la Cour de magistrat du district électoral de Stanstead, à Coaticook;

Que l'arrêté en conseil décrétant l'abolition de cette Cour et la transmission des dossiers soit publié pendant un mois dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,

2192-42-5-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2745

Québec, le 15 octobre, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'adoption de nouveaux règlements en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes.

Attendu qu'il est devenu nécessaire d'adopter de nouveaux règlements en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178), telle que remplacée par 6, George VI, chapitre 52;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que de nouveaux règlements soient adoptés en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de ma-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2575

Quebec, October 8th, 1942.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council

Respecting the abolition of the Commissioners' Court of Coaticook.

Whereas owing to the resignation of the Commissioners of the Commissioners' Court of Coaticook, the said Court has not sat for upwards of two years;

Whereas it is expedient to enact the abolition of the Commissioners' Court of Coaticook and to order that the records and archives of said Court be transmitted to another court in the same district.

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Attorney General, and pursuant to the provisions of article 154 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15):

That the Commissioners' Court of Coaticook be abolished;

That the records of said Court be transmitted to the Magistrate's Court of the Electoral District of Stanstead, at Coaticook;

That the order in Council enacting the abolition of said Court and the transmitting of the records be published during one month in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,

2192-42-5 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2745

Quebec, October 15, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the adoption of new regulations under the Stationary Enginemen Act.

Whereas it has become necessary to adopt new regulations under the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 178), as replaced by 6, George VI, chapter 52;

It is consequently ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour that new regulations be adopted under the Stationary Enginemen's Act, the said new regula-

chines fixes, lesdits nouveaux règlements étant annexés à la proposition de l'honorable Ministre du Travail.

Il est ordonné, également, que les règlements adoptés par l'arrêté ministériel numéro 1416, du 9 mai 1936, soient abrogés, et ce, à compter de la date de la publication du présent arrêté-en-conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS EN EXÉCUTION DE LA LOI DES MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES

1.—Dans les présents règlements:

a.—Le terme "cheval-vapeur" ou l'abréviation "c.v." indique la puissance d'une chaudière calculée de la façon prescrite par les règlements.

b.—Le terme "cheval-vapeur mécanique" ou l'abréviation "c.v.m." indique la puissance de moteurs calculée de la façon prescrite par les règlements.

c.—L'expression "tonne de réfrigération" indique la capacité d'un appareil frigorifique établie de la façon prescrite par les règlements.

2.—La puissance d'une chaudière est calculée d'après la surface de chauffe, en pieds carrés, de la façon suivante:

a.—S'il s'agit de chaudières munies de foyers mécaniques, à tirage forcé ou induit, avec brûleurs à charbon pulvérisé, avec brûleurs à l'huile ou à gaz:

Type de chaudière	Surface de chauffe (en pieds carrés)	c.v.
Chaudière à tubes à feu	12 —	1
Chaudière avec chambre de combustion interne	11 —	1
Chaudières à tubes d'eau	8½ —	1

b.—S'il s'agit de chaudières à chauffage manuel, qu'elles soient munies ou non de soufflerie:

Type de chaudière	Surface de chauffe (en pieds carrés)	c.v.
Chaudière à tubes à feu	15 —	1
Chaudières avec cham- bre de combustion in- terne.....	13½ —	1
Chaudières à tubes d'eau	10 —	1

c.—S'il s'agit de chaudières à l'électricité, un cheval-vapeur est l'équivalent de dix (10) kilowatt-heure ou l'émission de trois mille quatre cent treize (3,413) B.T.U.

3.—a.—La puissance des moteurs à vapeur est calculée au moyen de la formule

PLAN

33,000

où P représente la pression effective moyenne, en livres par pouce carré, basée sur l'obturation au ¼ (25%) de la course;

L, la longueur de la course, en pieds;

A, l'aire nette du piston, en pouces carrés; et N, le nombre de tours par minute.

b.—La puissance des moteurs à combustion interne du type "Diesel" est calculée au moyen de la formule suivante:

D² x N

2.5

où D représente le diamètre du cylindre, en

pouces;

N, le nombre de cylindres; et

2.5, une constante.

c.—La puissance des turbines à vapeur est calculée d'après des formules reconnues.

tions being attached to the recommendation of the Honourable Minister of Labour.

It is also ordained that the regulations adopted by Order in Council number 1416, of May 9, 1936, be repealed from the date of the publication of the present Order in council in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS UNDER THE STATIONARY ENGINEMEN'S ACT

1.—In the present regulations:

a.—The term "horse power" or the abbreviation "H.P." indicates the capacity of a boiler computed according to the regulations.

b.—The term "motor horse power" or the abbreviation "M.H.P." indicates the capacity of engines computed according to the regulations.

c.—The term "ton of refrigeration" indicates the capacity of refrigerating machine calculated according to the regulations.

2.—The capacity of a boiler is based on the heating surface, in square feet, and is calculated in the following manner:

a.—For boilers equipped with mechanical stokers having forced or induced draft, pulverized coal burners, gas or oil burners:

Type of boiler	Heating surface (in square feet)	H.P.
Fire-tube boilers.....	12 —	1
Internal fire-box boilers	11 —	1
Water-tube boilers.....	8½ —	1

b.—For hand-fired boilers, equipped with a blower or not:

Type of boiler	Heating surface (in square feet)	H.P.
Fire-tube boilers.....	15 —	1
Internal fire-box boilers	13½ —	1
Water-tube boilers.....	10 —	1

c.—In the case of electric boilers, one horse power is equivalent to ten (10) kilowatt-hour or the output of three thousand four hundred and thirteen (3,413) B.T.U.

3.—a.—The capacity of steam engines is calculated by the following formula:

PLAN

33,000

P; the effective pressure in pounds per square inch, based on ¼ (25%) cut-off;

L; the length of the stroke, in feet;

A; the net area of the piston, in square inches;

N; the number of revolutions per minute.

b.—The capacity of Diesel-type internal combustion engines is calculated by the following formula:

D² x N

2.5

D; the diameter of the cylinder, in inches;

N; the number of cylinders;

2.5, a constant.

c.—The capacity of steam turbines is calculated by the recognized formula.

4.—La capacité d'un appareil frigorifique est établie d'après la puissance du moteur qui l'actionne comme suit:

a.—Si le réfrigérant utilisé est le bioxyde de carbone (CO_2), la capacité est d'une (1) tonne pour 2 c.v.m.;

b.—si l'on utilise un autre réfrigérant, la capacité est d'une (1) tonne pour 1.5 c.v.m.;

c.—si l'appareil est utilisé pour des fins de climatisation ou pour le refroidissement des liquides (à l'exception des saumures), la capacité est d'une tonne (1) tonne pour 1 c.v.m. quel que soit le réfrigérant utilisé.

5.—Une "installation A" comprend toute installation composée de chaudières à vapeur; pompes à mouvement alternatif actionnées par la vapeur; pompes mues par courroies; foyers automatiques; foyers à charbon pulvérisé; foyers avec souffleurs, compresseurs de tous genres mus par des moteurs autres que des moteurs à vapeur et tous appareils de contrôle. Les installations de cette catégorie sont classées d'après leur puissance suivant les dispositions des articles 30, 32, 34 et 36.

6.—Une "installation AB" comprend toute installation composée de chaudières à vapeur, de moteurs à vapeur (engins), de turbines à vapeur. Les installations de cette catégorie sont classées d'après leur puissance suivant les dispositions des articles 31, 33, 35 et 37.

7.—Une installation de chaudières à vapeur doit être considérée en marche lorsque les chaudières sont sous pression et que les feux ne sont pas éteints ou couverts; les feux ne peuvent être considérés couverts lorsque le combustible est entassé à l'avant, en arrière ou sur les côtés de telle sorte que la chaleur produite peut provoquer la vaporisation de l'eau, si toutes les valves d'échappement sont fermées.

Certificates

8.—Les certificats sont valides à compter de la date de leur émission jusqu'au trente et un mars suivant.

9.—Tout mécanicien de machines fixes doit afficher son certificat dans la chambre des chaudières ou des moteurs à vapeur où il travaille; la négligence d'afficher un certificat en entraîne l'annulation.

10.—Tout mécanicien de machines fixes doit, en recevant son certificat, y apposer sa signature dans l'espace réservée à cette fin; une violation du présent article entraîne l'annulation du certificat.

11.—Les certificats doivent être renouvelés avant le premier mai de chaque année; tout mécanicien de machines fixes désirant renouveler son certificat, doit le retourner au Bureau des Examineurs. Toutefois, le certificat d'inspecteur n'est pas sujet à renouvellement.

12.—Tout mécanicien de machines fixes qui n'a pas renouvelé son certificat durant trois années consécutives doit subir un nouvel examen.

13.—Tout détenteur d'un certificat d'inspecteur qui désire exercer les fonctions de mécanicien de machines fixes, doit d'abord renouveler son certificat de première classe.

14.—Le Bureau des Examineurs peut révoquer ou suspendre un certificat pour une période de temps déterminée, si son détenteur:

a.—a des habitudes d'intempérance ou fait usage de drogues; ou

b.—perd la raison ou devient impotent; ou

4.—The capacity of a refrigerating machine is computed according to the capacity of the engine actuating it, as follows:

a.—If the refrigerant used in carbon dioxide (CO_2), the capacity is one (1) ton for 2 M.H.P.;

b.—If another refrigerant is used, the capacity is one (1) ton for 1.5 M.H.P.;

c.—When the machine is used for air-conditioning and liquid-cooling (with the exception of brines), the capacity is one (1) ton for 1 M.H.P. for any kind of refrigerant.

5.—An "A installation" includes any installation consisting of steam boilers; steam reciprocating pumps; belt-actuated pumps; automatic stokers; pulverised coal burners, blowers; compressors of all kinds actuated by motors other than steam engines and any control apparatus. The installations of this category are grouped according to their capacity, pursuant to the provisions of sections 30, 32, 34 and 36.

6.—An "AB installation" includes any installation consisting of steam boilers, steam engines, steam turbines. The installations of this category are grouped according to their capacity, pursuant to the provisions of sections 31, 33, 35 and 37.

7.—A steam boiler installation is considered in operation when the boilers are under pressure and the fires not extinguished or banked; fires cannot be considered as banked when the fuel is stacked in the front, rear or sides in such a way that heat is emitted in sufficient quantity to evaporate water when all valves are closed.

Certificates

8.—Certificates are valid from their date of issue to the thirty-first of March following.

9.—Stationary enginemen shall post their certificate in the boiler or engine room in which they work; failure to comply with this regulation entail the cancelling of the certificate.

10.—Stationary enginemen shall, upon receipt of their certificate, sign their name in the space reserved for that purpose; unsigned certificates are considered as void.

11.—Certificates shall be renewed before May 1st of each year; stationary enginemen wishing to renew their certificate shall return same to the Board of Examiners. However, the inspector's certificate is not subject to renewal.

12.—Stationary enginemen not having renewed their certificate for three consecutive years shall undergo a new examination.

13.—The holder of a certificate of inspector desiring to carry on the work of the stationary engineman must renew his first-class certificate.

14.—The Board of Examiners may cancel or suspend a certificate for a given period, if the holder:

a.—is habitually intemperate or addicted to the use of drugs; or

b.—becomes insane or physically incapacitated; or

c.—fait preuve d'incompétence ou de négligence grave dans l'exécution de son travail; ou
 d.—a obtenu son certificat par fraude ou sous de fausses représentations; ou
 e.—a aidé une ou des personnes à obtenir frauduleusement leur certificat; ou
 f.—permet à une autre personne d'utiliser son certificat; ou
 g.—falsifie ou permet à d'autres de falsifier son certificat.

15.—Le Bureau des Examineurs peut à sa discrétion, émettre sans examen un certificat à tout mécanicien de machines fixes détenteur d'un certificat émis par le Gouvernement d'une autre province du Dominion; tel certificat l'autorise à diriger le fonctionnement d'une machine fixe; le Bureau des Examineurs doit toutefois exiger des preuves de compétence, de bonne conduite, de sobriété, et exiger un honoraire de \$5.00 pour l'émission de ce certificat qui n'est valide que pour une période de douze (12) mois. A l'expiration de ce certificat, le détenteur doit s'il désire continuer d'agir comme mécanicien de machines fixes, se conformer aux prescriptions des articles 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26 et 27 des présents règlements.

Examens

16.—Toute personne désirant obtenir un certificat de mécanicien de machines fixes doit présenter à cet effet, une demande suivant une formule émise par le Bureau des Examineurs. Le candidat doit joindre à cette demande, des références de ses employeurs, actuels et passés; ces références doivent être contresignées par le mécanicien de machines fixes sous la direction duquel le candidat travaille ou a travaillé. Le Bureau des Examineurs, s'il juge que le candidat est admissible, avise celui-ci de l'endroit, de la date et de l'heure de son examen.

17.—Tout candidat doit, pour obtenir son certificat:

a.—être sujet britannique;
 b.—fournir au Bureau des Examineurs des preuves jugées suffisantes de bonne conduite et de sobriété;
 c.—obtenir au cours de son examen, au moins soixante-dix (70%) pour cent des points alloués aux réponses;
 d.—payer les honoraires requis.

18.—Le Bureau des Examineurs tient des séances d'examen dans les endroits prescrits par le Ministre; le Bureau fixe les dates de ces examens et en avise les candidats.

19.—Les candidats doivent répondre par écrit, en français ou en anglais, aux questions qui leur sont posées; le Bureau des Examineurs doit conserver dans ses archives, le texte des examens.

20.—Tout candidat au certificat d'inspecteur doit parler couramment le français et l'anglais; pour les autres certificats le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'une ou de l'autre langue.

21.—Le Bureau des Examineurs peut exiger, en plus de l'examen écrit, que les candidats à la troisième et la quatrième classe subissent un examen oral et que les candidats à toutes les classes démontrent leurs connaissances pratiques dans une installation de machines fixes.

22.—Le Bureau des Examineurs peut exiger que le candidat illustre ses réponses de croquis appropriés.

23.—Tout candidat à une classe supérieure à la quatrième classe, doit savoir lire et écrire le français ou l'anglais; il doit répondre lui-même

c.—has proved incompetent or grossly negligent in the execution of his duties; or
 d.—has obtained his certificate through fraud or misrepresentation; or
 e.—has helped one or more persons to obtain a certificate fraudulently; or
 f.—allows another person to use his certificate; or
 g.—alters or allows others to alter his certificate.

15.—The Board of Examiners may decide to issue a certificate, without examination, to a stationary engineman holding a certificate issued by the Government of another province of the Dominion; such certificate shall authorize him to take charge of a stationary engine; The Board of Examiners shall however require proofs of competency, good conduct and sobriety and a fee of \$5.00 for the issue of this certificate which is valid for a period of twelve (12) months only. At the expiration of this certificate, the holder, if he desires to keep on working as stationary engineman, shall comply with the provisions of sections 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26 and 27 of the present regulations.

Examinations

16.—Any person wishing to obtain a certificate as stationary engineman shall present a request to that purpose according to the form issued by the Board of Examiners. The candidate shall enclose reference from his past and actual employers; such references shall be countersigned by the engineman under whose direction the candidate works or has worked. If the Board finds the candidate eligible, it shall notify him of the place, the date and the time of his examination.

17.—To obtain his certificate, the candidate shall:

a.—have to be a British subject;
 b.—furnish the Board of Examiners with sufficient proof as to his character and sobriety;
 c.—obtain at least seventy per cent (70%) of the points allotted to the answers;
 d.—pay the required fees.

18.—Examination shall be passed in the localities designated by the Minister; the Board sets the dates of such examinations and notifies the candidates.

19.—The candidates shall answer in writing, in French or in English, to the questions put to them; the Board of Examiners shall keep in its files the text of the examinations.

20.—All candidates for an inspector's certificate shall speak French and English fluently; as for the other certificates, a sufficient knowledge of either language is necessary.

21.—The Board of Examiners may require, besides the written examination, that the candidates for the third and fourth class certificate undergo verbal examination and that the candidates for all the classes give proof of their practical knowledge in a stationary engine installation.

22.—The Board of Examiners may exact that the answers of the candidate be accompanied by proper sketches.

23.—Candidates to a class higher than the fourth must know how to read and write French or English; he shall answer himself to the ques-

aux questions qui lui sont posées. Un candidat à l'examen de la quatrième classe peut toutefois charger une autre personne d'écrire ses réponses. Le Bureau des Examineurs doit cependant ratifier le choix de cette personne qui ne doit pas être un mécanicien de machines fixes.

24.—Les candidats à la première classe ou au certificat d'inspecteur peuvent au cours de leur examen, consulter des livres techniques qui ont reçu l'approbation des examinateurs, avant l'examen.

25.—La durée des examens est la suivante pour chacune des classes mentionnées ci-après:

Classe	Durée de l'examen
Inspecteur.....	six jours consécutifs
Première classe.....	quatre jours consécutifs
Deuxième classe.....	trois jours consécutifs
Troisième classe.....	deux jours consécutifs
Quatrième classe.....	un jour

26.—Tout candidat ne peut, à la suite d'un échec, subir un nouvel examen qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours suivant la date de son examen; de plus, s'il ne se présente pas devant le Bureau des Examineurs durant la semaine suivant l'expiration de ce délai, il doit payer l'honoraire d'un nouvel examen, à moins qu'il n'obtienne une prolongation de ce délai.

27.—Les honoraires d'examen et de renouvellement des certificats sont les suivants:

HONORAIRES D'EXAMEN ET DE RENOUELEMENT DES CERTIFICATS

Classe	Honoraires de renou- vellement de certi- cat
Inspecteur.....	\$ 25.00
Première classe.....	15.00 \$ 3.00
Deuxième classe.....	10.00 2.00
Troisième classe.....	5.00 1.00
Quatrième classe.....	2.00 1.00
Mécanicien de moteurs à combustion interne du type Diesel.....	2.00 1.00
Mécanicien de machines mobi- les.....	2.00 1.00
Mécanicien de machines frigo- rifiques.....	2.00 1.00
Mécanicien de machines fixes de scieries.....	2.00 1.00
Mécanicien de machines fixes de beurreries et fromageries	2.00 1.00

Classification des certificats

28.—Les certificats de mécaniciens de machines fixes sont divisés en classes et en catégories qui correspondent à la nature et à la puissance de l'installation.

29.—*Certificat d'inspecteur*:—Le détenteur de ce certificat peut, sous la direction du Bureau des Examineurs, procéder à l'inspection des machines fixes et de tous les appareils régis par la Loi des appareils sous pression.

30.—*Certificat de la première classe, catégorie A*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage.

31.—*Certificat de la première classe, catégorie AB*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de force motrice.

32.—*Certificat de la deuxième classe, catégorie A*:—Le détenteur de ce certificat peut:

tions stated. A candidate undergoing a fourth class examination may, however, have his answers written by a person other than a stationary engineman. The choice of such person must be approved by the Board.

24.—Candidates for the first class or the inspector's certificates may, during the examinations, refer to technical books but the books so used must be approved by the examiners, before the examination.

25.—The maximum duration of the examinations is the following for each one of the classes hereinafter mentioned:

Class	Duration of the examination
Inspector.....	six consecutive days
First class.....	four consecutive days
Second class.....	three consecutive days
Third class.....	two consecutive days
Fourth class.....	one day

26.—In case of failure, the candidate may undergo another examination only after a delay of ninety days following the date of his first examination; moreover, should he not undergo the examination in the week following such delay the prescribed fees shall be charged again unless he has obtained an extension.

27.—The fees for the examination and the renewal of the certificates are the following:

FEES FOR THE EXAMINATIONS AND THE RENEWAL OF CERTIFICATES

Class	Fees Exam- ination	Renewal of certi- ficate
Inspector.....	\$ 25.00	
First class.....	15.00	\$ 3.00
Second class.....	10.00	2.00
Third class.....	5.00	1.00
Fourth class.....	2.00	1.00
Diesel-type internal combus- tion engine operator.....	2.00	1.00
Portable machine operator....	2.00	1.00
Refrigerating machine operator	2.00	1.00
Saw mill stationary engineman	2.00	1.00
Butter or cheese dairy—sta- tionary engineman.....	2.00	1.00

Classification of certificates

28.—The certificates of stationary enginemen are divided into classes and grades corresponding to the nature and capacity of the plant.

29.—*Inspector's certificate*:—The holder of this certificate may, under the direction of the Board of Examiners, make the inspection of stationary engines and of all apparatus governed by the Pressure Vessels' Act.

30.—*First class certificate, grade A*:—The holder of this certificate may take charge of any heating plant.

31.—*First class certificate, grade AB*:—The holder of this certificate may take charge of any heating or power plant.

32.—*Second class certificate, grade A*:—The holder of this certificate may:

a.—diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage où la puissance des chaudières n'excède pas six cents chevaux-vapeur (600 c.v.);
 b.—travailler dans une installation de la première classe, catégorie A, sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;
 c.—diriger toute installation composée exclusivement de chaudières électriques, quelle que soit sa puissance.

33.—*Certificat de la deuxième classe, catégorie AB*:—Le détenteur de ce certificat peut:

a.—diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de force motrice où la puissance des chaudières n'excède pas six cents chevaux-vapeur (600 c.v.) et celle des moteurs à vapeur, cinq cents chevaux-vapeur mécaniques (500 c.v.m.);

b.—travailler dans une installation de la première classe, catégorie A ou catégorie AB, sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

c.—diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques.

34.—*Certificat de la troisième classe, catégorie A*:—Le détenteur de ce certificat peut:

a.—diriger toute installation de chauffage où la puissance des chaudières n'excède pas quatre cents chevaux-vapeur (400 c.v.);

b.—travailler dans une installation de la deuxième classe, catégorie A, sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

c.—diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques et d'une puissance maximum de six cents chevaux-vapeurs (600 c.v.).

35.—*Certificat de la troisième classe, catégorie AB*:—Le détenteur de ce certificat peut:

a.—diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de force motrice où la puissance des chaudières n'excède pas quatre cents chevaux-vapeur (400 c.v.) et celle des moteurs à vapeur, trois cent cinquante chevaux-vapeur mécaniques (350 c.v.m.);

b.—travailler dans une installation de la deuxième classe, catégorie A ou catégorie AB, sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

c.—diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques et d'une puissance maximum de six cents chevaux-vapeur (600 c.v.).

36.—*Certificat de la quatrième classe, catégorie A*:—Le détenteur de ce certificat peut:

a.—diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage où la puissance des chaudières n'excède pas deux cents chevaux-vapeur (200 c.v.);

b.—travailler dans une installation de la troisième classe, catégorie A, sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

c.—diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques et d'une puissance maximum de quatre cents chevaux-vapeur (400 c.v.).

37.—*Certificat de la quatrième classe, catégorie AB*:—Le détenteur de ce certificat peut:

a.—diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de force motrice où la puissance des chaudières n'excède pas deux cents chevaux-vapeur (200 c.v.) et celle des moteurs, cent cinquante chevaux-vapeur mécaniques (150 c.v.m.);

b.—travailler dans une installation de la troisième classe, catégorie A ou catégorie AB, sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

a.—take charge of any heating plant providing the boiler capacity does not exceed six hundred H.P. (600);

b.—work in a first-class plant, grade A, under the direction of a qualified engineman;

c.—take charge of any plant consisting exclusively of electric boilers, whatever be its capacity.

33.—*Second class certificate, grade AB*:—The holder of this certificate may:

a.—take charge of any heating or power plant providing the boiler capacity does not exceed six hundred (600) H.P., and the engine capacity, five hundred (500) M.H.P.;

b.—work in a first class plant, grade A or AB, under the direction of a qualified engineman;

c.—take charge of any plant consisting exclusively of electric boilers.

34.—*Third class certificate, grade A*:—The holder of this certificate may:

a.—take charge of any heating plant providing the boiler capacity does not exceed four hundred (400) H.P.;

b.—work in a second class plant, grade A, under the direction of a qualified engineman;

c.—take charge of any plant consisting exclusively of electric boilers with a maximum capacity of six hundred (600) H.P.

35.—*Third class certificate, grade AB*:—The holder of this certificate may:

a.—take charge of any heating or power plant providing the boiler capacity does not exceed four hundred (400) H.P. and that of the steam engines, three hundred and fifty (350) M.H.P.;

b.—work in a second class plant, grade A or AB, under the direction of a qualified engineman;

c.—take charge of any plant consisting exclusively of electric boilers with a maximum capacity of six hundred (600) H.P.

36.—*Fourth class certificate, grade A*:—The holder of this certificate may:

a.—take charge of any heating plant providing the boiler capacity does not exceed two hundred (200) H.P.;

b.—work in a third class plant, grade A, under the direction of a qualified engineman;

c.—take charge of any plant consisting exclusively of electric boilers with a maximum capacity of four hundred (400) H.P.

37.—*Fourth class certificate, grade AB*:—The holder of this certificate may:

a.—take charge of any heating or power plant providing the boiler capacity does not exceed two hundred (200) H.P. and that of the engines, one hundred and fifty (150) M.H.P.;

b.—work in a third class plant, grade A or AB, under the direction of a qualified engineman;

c.—diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques et dont la puissance n'excède pas quatre cents chevaux-vapeur (400 c.v.).

38.—*Certificat de mécanicien de machines fixes de buanderie et fromagerie*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de chaudières à vapeur dont la puissance n'excède pas trente chevaux-vapeur (30 c.v.), et de moteurs à vapeur dont la puissance n'excède pas trente chevaux-vapeur mécaniques (30 c.v.m.) pourvu que ces appareils soient installés dans une buanderie ou une fromagerie.

39.—*Certificat de mécanicien de machines fixes de scierie*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une installation où la puissance des chaudières n'excède pas deux cents chevaux-vapeur (200 c.v.) et celle des moteurs à vapeur, cent vingt-cinq chevaux-vapeur mécaniques (125 c.v.m.).

40.—*Certificat de mécanicien de machines mobiles*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une installation d'appareils à vapeur mobiles.

41.—*Certificat de mécanicien de machines à réfrigération "R"*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de tout appareil de réfrigération qui n'est pas mû par un moteur à vapeur; ce certificat est subdivisé en catégories correspondant à la puissance de l'installation en tonnes de réfrigération:

a.—*Catégorie R-1*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de toute installation;

b.—*Catégorie R-2*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une installation dont la capacité n'excède pas cent cinquante (150) tonnes de réfrigération et il peut également travailler dans une installation de la première classe sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

c.—*Catégorie R-3*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une installation dont la capacité n'excède pas cent (100) tonnes de réfrigération et il peut également travailler dans une installation de la deuxième classe sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

d.—*Catégorie R-4*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une installation dont la capacité n'excède pas cinquante (50) tonnes de réfrigération et il peut également travailler dans une installation de la troisième classe sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié.

42.—*Certificat de mécanicien de machines de réfrigération "RV"*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de tout appareil de réfrigération. Ce certificat est subdivisé en catégories correspondant à la puissance de l'installation en tonnes de réfrigération. Ce certificat est remis gratuitement à tout détenteur de certificat AB qui passe un examen spécial sur ses connaissances en réfrigération:

a.—*Catégorie RV-1*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de toute installation.

b.—*Catégorie RV-2*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une installation dont la capacité n'excède pas cent cinquante (150) tonnes de réfrigération et il peut également travailler dans une installation de la première classe sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

c.—*Catégorie RV-3*:—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une instal-

c.—take charge of any plant consisting exclusively of electric boilers with a maximum capacity of four hundred (400) H.P.

38.—*Stationary engineman's certificate—butter or cheese dairy*:—The holder of this certificate may take charge of steam boilers with a maximum capacity of thirty (30) H.P. and of engines with a maximum capacity of thirty (30) M.H.P. providing such machines be installed in a butter or cheese dairy.

39.—*Stationary engineman's certificate—saw-mills*:—The holder of this certificate may take charge of a plant providing the boiler capacity does not exceed two hundred (200) H.P. and that of the steam engines, one hundred and twenty-five (125) M.H.P.

40.—*Portable engineman's certificate*:—The holder of this certificate may take charge of portable steam machines.

41.—*Refrigerating machine operator's certificate "R"*:—The holder of this certificate may take charge of any refrigerating machine which is not actuated by a steam engine; such certificate is subdivided in grades corresponding to the capacity of the plant in tons of refrigeration:

a.—*Grade R-1*:—The holder of this certificate may take charge of any plant;

b.—*Grade R-2*:—The holder of this certificate may take charge of a plant with a maximum capacity of one hundred and fifty (150) tons of refrigeration and he may also work in a first class plant under the direction of a qualified operator;

c.—*Grade R-3*:—The holder of this certificate may take charge of a plant with a maximum capacity of one hundred (100) tons of refrigeration and he may also work in a second class plant under the direction of a qualified operator;

d.—*Grade R-4*:—The holder of this certificate may take charge of a plant with a maximum capacity of fifty (50) tons of refrigeration and he may also work in a third class plant under the direction of a qualified operator.

42.—*Refrigerating machine operator's certificate, "RV"*:—The holder of this certificate may take charge of any refrigerating machine. This certificate is subdivided in grades corresponding to the capacity of the plant in tons of refrigeration. This certificate is given, free of charge, to any holder of an AB certificate who undergoes a special examination as to his knowledge of refrigerating machines.

a.—*Grade RV-1*:—The holder of this certificate may take charge of any plant.

b.—*Category RV-2*:—The holder of this certificate may take charge of a plant with a maximum capacity of one hundred and fifty (150) tons of refrigeration and he may also work in a first class plant under the direction of a qualified operator;

c.—*Grade RV-3*:—The holder of this certificate may take charge of a plant with a maximum

lation dont la capacité n'excède pas cent (100) tonnes de réfrigération et il peut également travailler dans une installation de la deuxième classe sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié;

d.—*Catégorie RV-4*.—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement d'une installation dont la capacité n'excède pas cinquante (50) tonnes de réfrigération et il peut également travailler dans une installation de la troisième classe sous la direction d'un mécanicien dûment qualifié.

43.—*Certificat de mécanicien de moteurs Diesel*.—Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de moteurs à combustion interne du type "Diesel".

Compétence des candidats

44.—*Examen d'inspecteur*.—Le candidat qui désire obtenir un certificat d'inspecteur d'appareil sous pression doit être détenteur d'un certificat de mécanicien de machines fixes de la première classe et pouvoir:

a.—faire tout calcul jugé nécessaire par les examinateurs;

b.—démontrer qu'il a une connaissance complète des codes en usage par le Bureau des examinateurs;

c.—parler couramment le français et l'anglais;

d.—faire à l'échelle tout dessin de chaudières à vapeur, de moteurs à vapeur et de leurs auxiliaires.

45.—*Examen de première classe, catégorie A*.—Tout candidat à cet examen doit:

a.—avoir été détenteur durant au moins vingt-quatre (24) mois d'un certificat de deuxième classe, catégorie A;

b.—avoir travaillé pendant vingt-quatre (24) mois par périodes minima de trois (3) mois consécutifs sous la direction d'un mécanicien de machines fixes possédant un certificat de la première classe, catégorie A et ce dans une installation de la première classe, catégorie A;

c.—posséder une connaissance jugée suffisante des Codes d'appareils sous pression utilisés par le Bureau des Examineurs;

d.—pouvoir dessiner, à l'échelle, toutes parties de chaudières ou moteurs à vapeur.

46.—*Examen de première classe, catégorie AB*.—Tout candidat à cet examen doit:

a.—avoir été détenteur durant au moins vingt-quatre (24) mois d'un certificat de deuxième classe, catégorie AB;

b.—avoir travaillé pendant vingt-quatre (24) mois par périodes minima de trois (3) mois consécutifs sous la direction d'un mécanicien de machines fixes possédant un certificat de la première classe, catégorie AB et ce dans une installation de la première classe, catégorie AB;

c.—posséder une connaissance jugée suffisante des Codes d'appareils sous pression utilisés par le Bureau des Examineurs;

d.—pouvoir dessiner, à l'échelle, toutes parties de chaudières ou de moteurs à vapeur.

47.—*Examen de deuxième classe, catégorie A*.—Tout candidat à cet examen doit:

a.—avoir été détenteur durant au moins vingt-quatre (24) mois, d'un certificat de troisième classe de la catégorie A ou de la catégorie AB;

b.—avoir travaillé durant vingt-quatre (24) mois par périodes minima de trois (3) mois consécutifs sous la direction d'un mécanicien de machines fixes possédant au moins un certificat de deuxième classe, catégorie A ou catégorie AB et ce dans une installation d'au moins la deuxième classe, catégorie A ou catégorie AB.

capacity of one hundred (100) tons of refrigeration and he may also work in a second class plant under the direction of a qualified operator;

d.—*Grade RV-4*.—The holder of this certificate may take charge of a plant with a maximum capacity of fifty (50) tons of refrigeration and he may also work in a third class plant under the direction of a qualified operator.

43.—*Diesel engine operator's certificate*.—The holder of this certificate may take charge of Diesel-type internal combustion engines.

Qualifications of candidates

44.—*Inspector examination*.—The candidate who desires to obtain a certificate as pressure vessel inspector must hold a first class stationary engineman's certificate and be able to:

a.—make any calculations requested by the examiners;

b.—prove that he has a thorough knowledge of the codes used by the Board of Examiners;

c.—speak French and English fluently;

d.—make any scale drawing of steam boilers, steam engines and their auxiliaries.

45.—*First class examination, grade A*.—Any candidate to this examination must:

a.—have held a second class certificate, grade A, for at least twenty-four (24) months;

b.—have worked during twenty-four (24) months in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman holding a first class certificate, grade A, in a first class plant, grade A;

c.—have a sufficient knowledge of the pressure vessel Codes used by the Board of Examiners;

d.—be able to make a scale drawing of steam boiler or engine parts.

46.—*First class examination, grade AB*.—Candidates to this examination must:

a.—have held a second class certificate, grade AB, for at least twenty-four (24) months;

b.—have worked during twenty-four (24) months in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman holding a first class certificate, grade AB, in a first class plant, grade AB;

c.—have a sufficient knowledge of the pressure vessel Codes used by the Board of Examiners;

d.—be able to make a scale drawing of steam boiler or engine parts.

47.—*Second class examination, grade A*.—Candidates to this examination must:

a.—have held a third class certificate, grade A or AB, for at least twenty-four (24) months;

b.—have worked during twenty-four (24) months in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman holding at least a second class certificate, grades A or AB, in a plant of the second class, at least, grade A or AB.

48.—*Examen de deuxième classe, catégorie AB:*—
Tout candidat à cet examen doit:

a.—avoir été détenteur durant au moins vingt-quatre (24) mois d'un certificat de troisième classe, catégorie AB;

b.—avoir travaillé pendant vingt-quatre (24) mois par périodes minima de trois (3) mois consécutifs sous la direction d'un mécanicien de machines fixes possédant au moins un certificat de deuxième classe, catégorie AB et ce dans une installation d'au moins la deuxième classe, catégorie AB.

Peut également être admis à cet examen, tout candidat qui est admissible à l'examen de la deuxième classe, catégorie A, et qui a travaillé durant au moins douze (12) mois dans une installation de la catégorie AB, sous la direction d'un mécanicien de machines fixes.

49.—*Examen de troisième classe, catégorie A:*—
Tout candidat à cet examen doit:

a.—avoir été détenteur durant au moins dix-huit (18) mois, d'un certificat de quatrième classe de la catégorie A ou de la catégorie AB;

b.—avoir travaillé durant dix-huit (18) mois par périodes minima de trois (3) mois consécutifs, sous la direction d'un mécanicien de machines fixes possédant au moins un certificat de troisième classe de la catégorie A ou de la catégorie AB et ce dans une installation d'au moins la troisième classe de la catégorie A ou de la catégorie AB.

50.—*Examen de troisième classe, catégorie AB:*—
Tout candidat à cet examen doit:

a.—avoir été durant au moins dix-huit (18) mois, détenteur d'un certificat de quatrième classe, catégorie AB;

b.—avoir, durant dix-huit (18) mois, travaillé par périodes minima de trois (3) mois consécutifs sous la direction d'un mécanicien de machines fixes possédant au moins un certificat de troisième classe, catégorie AB, et ce dans une installation d'au moins la troisième classe, catégorie AB.

Peut également être admis à cet examen, tout candidat qui est admissible à l'examen de troisième classe, catégorie A, et qui a travaillé durant au moins neuf (9) mois dans une installation de la catégorie AB, sous la direction d'un mécanicien de machines fixes.

Cependant, tout candidat qui a fait un stage d'apprentissage de quatre (4) ans dans l'industrie de la fabrication et la réparation de chaudières ou de moteurs à vapeur, est admissible à l'examen de troisième classe sans avoir à subir, au préalable, l'examen de quatrième classe, catégorie A ou catégorie AB.

51.—*Examen de quatrième classe, catégorie A:*—
Tout candidat à cet examen doit:

a.—être âgé d'au moins vingt (20) ans;

b.—avoir travaillé au moins durant dix-huit (18) mois par périodes minima de trois (3) mois consécutifs dans une installation de machines fixes de la catégorie A, à titre de chauffeur sous la direction d'un mécanicien de machines fixes.

52.—*Examen de quatrième classe, catégorie AB:*—
Tout candidat à cet examen doit:

a.—être âgé d'au moins vingt (20) ans;

b.—avoir travaillé durant dix-huit (18) mois, par périodes minima de trois (3) mois consécutifs dans une installation de machines fixes de la catégorie AB, à titre de chauffeur sous la direction d'un mécanicien de machines fixes.

Peut également être admis à cet examen, tout candidat qui est admissible à l'examen de quatrième classe, catégorie A, et qui a travaillé

48.—*Second class examination, grade AB:*—
Candidates to this examination must:

a.—have held a third class certificate, grade AB, for at least twenty-four (24) months;

b.—have worked during twenty-four (24) months in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman holding, at least, a second class certificate, grade AB, in a plant of the second class, at least, grade AB.

Any candidate eligible to the second class examination, grade A, and who has worked during at least twelve (12) months in a plant of grade AB, under the direction of a stationary engineman, may also undergo this examination.

49.—*Third class examination, grade A:*—Candidates to this examination must:

a.—have held a fourth class certificate, grade A or AB, for at least eighteen (18) months;

b.—have worked during eighteen (18) months, in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman holding, at least, a third class certificate, grade A or AB, in a plant of the third class, at least, grade A or AB.

50.—*Third class examination, grade AB:*—Candidates to this examination must:

a.—have held a fourth class certificate, grade AB, for at least eighteen (18) months;

b.—have worked during eighteen (18) months in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman holding, at least, a third class certificate, grade AB, in a plant of the third class, at least, grade AB.

Any candidate eligible to the third class examination, grade A, and who has worked during at least nine (9) months in a plant of grade AB, under the direction of a stationary engineman, may also undergo this examination.

However, any candidate having served an apprenticeship period of four (4) years in the construction or repair of boilers or steam engines shall be eligible to the third class examination without having, previously, undergone a fourth class examination, grade A or AB.

51.—*Fourth class examination, grade A:*—Candidates to this examination must:

a.—be at least twenty years of age (20);

b.—have worked, as fireman, during eighteen (18) months in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman, in a stationary engine plant of grade A.

52.—*Fourth class examination, grade AB:*—Candidates to this examination must:

a.—be at least twenty (20) years of age;

b.—have worked, as fireman, during eighteen (18) months, in minimum periods of three (3) consecutive months, under the direction of a stationary engineman, in a stationary engines plant of grade AB.

Any candidate eligible to the fourth class examination, grade A, and who has worked, as fireman, during at least six (6) months in a plant of

durant au moins six (6) mois, dans une installation de la catégorie AB, à titre de chauffeur, sous la direction d'un mécanicien de machines fixes.

53.—*Examen de mécanicien de machines fixes de beurreries et fromageries*.—Le candidat à cet examen doit :

- a.—être âgé d'au moins vingt (20) ans;
- b.—posséder des connaissances suffisantes des installations de machines fixes de beurreries et de fromageries.

54.—*Examen de mécanicien de machines fixes de scieries*.—Le candidat à cet examen doit :

- a.—être âgé d'au moins vingt (20) ans;
- b.—posséder des connaissances suffisantes des installations de machines fixes de scieries.

55.—*Examen de mécanicien de machines mobiles*.—Tout candidat à cet examen doit :

- a.—être âgé d'au moins dix-huit (18) ans et avoir travaillé au moins durant dix-huit (18) mois, sous la direction d'un mécanicien de machines mobiles;
- b.—connaître le fonctionnement des machines mobiles utilisées dans les travaux de construction.

56.—*Examen de mécanicien de machines de réfrigération*.—Le candidat à cet examen doit être âgé d'au moins 18 ans et avoir travaillé au moins durant vingt-quatre (24) mois, sous la direction d'un détenteur de certificat de mécanicien de machines de réfrigération; le Bureau des Examineurs doit procéder à l'émission d'un certificat de la catégorie correspondant à la capacité de l'installation où travaille le candidat, après avoir pris connaissance de ses références.

Tout candidat désirant une promotion à une catégorie immédiatement supérieure à celle du certificat qu'il détient, doit :

- a.—avoir détenu son certificat durant au moins douze (12) mois;
- b.—avoir, durant au moins six (6) mois, travaillé dans une installation dont la capacité en tonnes de réfrigération, excède le maximum correspondant à la catégorie de son certificat actuel;
- c.—avoir fait ce stage sous la direction d'un détenteur d'un certificat d'une catégorie supérieure.

Cependant, tout candidat qui a fait un stage de quatre (4) ans d'apprentissage dans la fabrication, l'installation et la réparation des machines de réfrigération est admissible à l'examen de la catégorie R-3.

57.—*Examen de mécaniciens de moteurs Diesel*.—Le candidat à cet examen doit être âgé d'au moins 18 ans et posséder des connaissances de la fabrication et du fonctionnement des moteurs à combustion interne du type Diesel.

58.—En cas d'accroissement de la puissance d'une installation au-delà du maximum correspondant à la classe du mécanicien de machines fixes qui en dirige le fonctionnement, celui-ci doit, dans un délai de 90 jours suivant la date de la mise en fonctionnement de l'installation modifiée, se présenter devant le Bureau des Examineurs pour y subir l'examen prescrit s'il y est admissible et obtenir le certificat de la classe correspondant à la nouvelle puissance de l'installation.

59.—Le Bureau des Examineurs peut, dans les cas d'urgence, autoriser un mécanicien de machines fixes à remplacer, durant une période maximum de trente (30) jours, le mécanicien de machines fixes sous la direction duquel il travaille; à l'expiration de ce délai, ce mécanicien de machines fixes doit obtenir le certificat qui l'auto-

grade AB, under the direction of a stationary engineman, may also undergo this examination.

53.—*Examination of stationary enginemen—butter or cheese dairy*.—Candidates to this examination must :

- a.—be at least twenty (20) years of age;
- b.—have sufficient knowledge of stationary engines used in butter and cheese dairies.

54.—*Examination of stationary enginemen—sawmills*.—Candidates to this examination must :

- a.—be at least twenty (20) years of age;
- b.—have sufficient knowledge of stationary engines used in sawmills.

55.—*Examinations of portable machine operators*.—Candidates to this examination must :

- a.—be at least eighteen (18) years of age and have worked a minimum of eighteen (18) months under the direction of a portable machine operator;
- b.—have sufficient knowledge concerning the operation of portable machines used in construction work.

56.—*Examination of refrigerating machine operators*.—Candidates to this examination must be at least eighteen (18) years of age and have worked a minimum of twenty-four (24) months under the direction of a refrigerating machine operator holding a certificate as such; the Board of Examiners shall issue a certificate of the grade corresponding to the capacity of the plant where the candidate is employed after it has taken note of the reference furnished.

For promotion from one grade to the next grade higher, a candidate must :

- a.—have held his certificate during at least twelve (12) months;
- b.—have worked at least six (6) months in a refrigerating installation of a tonnage exceeding that allowed by the certificate which he now holds;
- c.—have made this stage under the supervision of a person holding a certificate of a higher grade than the one he possesses.

However, any candidate having served a four-year apprenticeship in the construction, installation and repair of refrigerating machines is eligible to the examination of grade R-3.

57.—*Examination of Diesel engine operators*.—Candidates to this examination must be at least eighteen (18) years of age and have some knowledge concerning the construction and operation of Diesel-type internal combustion engines.

58.—Should the capacity of a plant be increased over the maximum corresponding to the class of the stationary engineman in charge, the latter shall, within a delay of ninety (90) days following the date of the increase, undergo the prescribed examination before the Board of Examiners, if eligible, and obtain the certificate of the class corresponding to the new capacity of the plant.

59.—The Board of Examiners may, in an emergency case, authorize a stationary engineman to replace, for a maximum period of thirty (30) days, the stationary engineman under whose direction he is working; at the expiration of this delay, this stationary engineman must obtain the certificate which will permit him to take

rise à diriger l'installation, pourvu qu'il soit admissible à l'examen prescrit.

60.—Le Bureau des Examineurs peut avec l'autorisation du Ministre réduire le stage d'apprentissage dans chaque classe, de toute personne qui a suivi les cours d'une école technique reconnue ou qui possède des qualifications techniques particulières.

61.—Il est interdit à tout mécanicien de machines fixes d'exercer des fonctions qui sont de nature à lui faire négliger son travail ou à réduire la sécurité de l'installation; il est aussi interdit à l'employeur de tout mécanicien de machines fixes d'exiger qu'il remplisse de telles fonctions.

62.—Un mécanicien de machines fixes ne doit pas quitter durant plus de quinze minutes la chambre des machines fixes sans se faire remplacer par un mécanicien de machines fixes détenteur d'un certificat d'une classe non inférieure de plus d'un degré à celui qui est requis pour diriger le fonctionnement de l'installation. 2377-0

charge of the plant, provided he be eligible to the prescribed examination.

60.—The Board of Examiners may, with the authorization of the Minister, diminish the apprenticeship period in each class for any person who has followed the courses of a known technical school or who is particularly qualified.

61.—No stationary engineman shall carry on occupations which may make him neglect his work or endanger the security of the plant; furthermore, no employer of any stationary engineman shall require the carrying on of such occupations.

62.—A stationary engineman shall not leave the engine room for more than fifteen (15) minutes unless being replaced by a stationary engineman holding a certificate of not more than one grade inferior to that required to take charge of the plant. 2377-0

Avis divers

TIRAGE D'OBLIGATIONS VILLE DE ROUYN

Avis public est par la présente donné que les débentures suivantes ont été tirées au sort le 14 octobre dernier et seront honorées sur présentation le 1er décembre prochain.

Toutes ces débentures sont de la série "C". Les débentures des séries "A" et "B" ayant toutes été tirées au cours des tirages antérieurs.

21 coupures -X- \$10.00

7, 8, 9, 10, 15, 19, 23, 24, 28, 29, 32, 33, 36, 43, 44, 47, 49, 54, 55, 60 et 72.

8 coupures -C- \$100.00

69, 112, 191, 199, 310, 320, 321 et 353.

11 coupures -D- \$500.00

127, 161, 162, 277, 323, 358, 457, 463, 465 et 486.

5 coupures -M- \$1,000.00

129, 144, 173, 201 et 218.

Rouyn, le 7 novembre, 1942.

Le secrétaire-trésorier,
ALEX. LECLERC, C.P.A.

2372-0

COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un tirage d'obligations effectué par la Commission Municipale de Québec, au cours du mois d'octobre dernier, la balance des débentures de la Série "A" de la Commission Scolaire de la Ville de Rouyn est devenue payable le 1er décembre prochain.

En conséquence, tous les détenteurs de débentures de la Série "A" de la Commission Scolaire de Rouyn n'auront qu'à présenter leurs certificats à la banque où ils seront honorés sur présentation, le 1er décembre prochain.

Donné sous mon seing à Rouyn, ce 9ième jour de novembre 1942.

Le secrétaire-trésorier,
GERVAIS MELANÇON.

2376-46-2-0

"ALUMINIUM FIDUCIARIES LIMITED"

Avis est, par les présentes donné, que par un arrêté en conseil en date du cinq novembre 1942,

Miscellaneous Notices

DRAWING OF BONDS TOWN OF ROUYN

Public notice is hereby given that the following bonds have been drawn by lots on October 14th last and will be honoured upon presentation on the 1st of December next.

All these bonds are of the Series "C". The bonds of Series "A" and "B" having been drawn in the course of preceding drawings.

21 denominations -X- \$10.00

7, 8, 9, 10, 15, 19, 23, 24, 28, 29, 32, 33, 36, 43, 44, 47, 49, 54, 55, 60 and 72.

8 denominations -C- \$100.00

69, 112, 191, 199, 310, 320, 321 and 353.

11 denominations -D- \$500.00

127, 161, 162, 277, 323, 358, 457, 463, 465 and 486.

5 denominations -M- \$1,000.00

129, 144, 173, 201 and 218.

Rouyn, November 7th, 1942.

ALEX. LECLERC, C.P.A.,
Secretary-Treasurer.

SCHOOL COMMISSION OF ROUYN

Public notice is hereby given that in virtue of a drawing of bonds effectuated by the Quebec Municipal Commission, during the month of October last, the remainder of the debentures of series "A" of the School Commission of the Town of Rouyn shall be payable on December 1st next.

Therefore all holders of debentures of Series "A" of the School Commission of Rouyn have only to present their certificates at the bank where they shall be honoured on presentation, December 1st next.

Given under my Seal at Rouyn, this 9th day of November, 1942.

GERVAIS MELANÇON,
Secretary Treasurer.

"ALUMINIUM FIDUCIARIES LIMITED"

Notice is hereby given that, by Order in Council dated November fifth, 1942, "Special By-Law

un règlement spécial "A" (1942) changeant le nom corporatif de la compagnie "The Empire Trust Company", constituée en corporation par 3 Edouard VII, chapitre 103, amendé par 14 George V, chapitre 109, en celui de "Aluminium Fiduciaries Limited" a été déclaré valide, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (S.R.Q., 1941, chapitre 280).

Daté du bureau du procureur général, le 9 novembre 1942.

P. FRENETTE,
2378 Assistant-procureur général suppléant.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du vingt-huit octobre 1942, la constitution en corporation de section de "La Section de Longueuil de l'Association Professionnelle Catholique des Voyageurs de Commerce du Canada" a été autorisée et les statuts soumis ont été approuvés, le tout conformément aux dispositions de la Loi 2, George VI, chapitre 129, articles 8 et suivants.

Le siège social de la corporation de section sera à Longueuil, district de Montréal, Province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
2384-o JEAN BRUCHESI.

PROVINCE DE QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE BAGOTVILLE

Co. Chicoutimi

AVIS AUX CRÉANCIERS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la commission scolaire du village de Bagotville soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe "B" de l'article 49 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills privés, Chambre N° 78, Édifice A, Hôtel du gouvernement, à Québec, le 16 décembre 1942 à 10.00 A.M. (Heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, hôtel du gouvernement, Québec.

Daté à Bagotville, le 12 novembre 1942.

Commission scolaire du village de Bagotville,
Par le secrétaire-trésorier,

2385-o J. E. TREMBLAY.

"A" (1942) changing the corporate name of "The Empire Trust Company", incorporated by 3 Edward VII, Chapter 103, amended by 14 George V, Chapter 109, to that of "Aluminium Fiduciaries Limited" was validated, pursuant to the provisions of Section 6 of the Special Corporate Powers Act (R.S.Q., 1941, Chapter 280).

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1942.

P. FRENETTE,
2378-o Acting Deputy Attorney General.

Notice is given that, by Order in Council dated the twenty-eighth of October, 1942, the incorporation, as a Sectional Corporation, of "La Section de Longueuil de l'Association Professionnelle Catholique des Voyageurs de Commerce du Canada" has been authorized and the statutes submitted have been approved, the whole pursuant to the provisions of the Act 2 George VI, chapter 129, articles 8 and following.

The head office of the Sectional Corporation will be at Longueuil, District of Montreal, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
2384 Under Secretary of the Province.

PROVINCE OF QUEBEC

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF BAGOTVILLE

Co. Chicoutimi

NOTICE TO CREDITORS

Notice is hereby given, that under Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, the school commission of the village of Bagotville shall submit, in conformity with the provisions of paragraph "B" of Article 49 of the Quebec Municipal Commission Act, to its creditors, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held in room No. 78, Private Bills Committee, Building A, Parliament, Quebec, on December 16, 1942, at 10.00 A.M. (Daylight Saving Time).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at Bagotville, this 12th day of November, 1942.

School Commission of the Village of Bagotville,
Per: J. E. TREMBLAY,

2385-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE BAGOTVILLE, Co. CHICOUTIMI

AVIS AUX CRÉANCIERS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation municipale de la ville de Bagotville soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe "B" de l'article 49 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la salle du Comité des Bills privés, chambre N° 78, Édifice A, Hôtel du gouvernement, à Québec, le 16 décembre 1942 à 10.00 A.M. (heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée, devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire, en plus de la créance ou du certificat mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, hôtel du gouvernement, Québec.

Daté à Bagotville, le 12 novembre 1942.

VILLE DE BAGOTVILLE,

Par le secrétaire-trésorier,

2386-o J.-E. TREMBLAY.

Province of Quebec

TOWN OF BAGOTVILLE, Co. CHICOUTIMI

NOTICE TO CREDITORS

Notice is hereby given, that under Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, the municipal corporation of the town of Bagotville shall submit, in conformity with the provisions of paragraph "B" of Article 49 of the Quebec Municipal Commission Act, to its creditors, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held in room No. 78, Private Bills Committee, Building A, Parliament, Quebec, on December 16, 1942, at 10.00 A.M. (Daylight Saving Time).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting, must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce, besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at Bagotville, this 12th day of November, 1942.

TOWN OF BAGOTVILLE,

Per: J. E. TREMBLAY,

2386-o Secretary-Treasurer.

Chartes—Abandon de

SHOE BAZAAR INC.

Avis est par les présentes donné que "Shoe Bazaar Inc." a l'intention de faire application à l'Honorable Procureur Général de la Province de Québec, pour avoir la permission d'abandonner sa charte, suivant les prescriptions de la loi des Compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 7ième jour de novembre 1942.

2368-o (signé) LEONARD VINEBERG.

CASALT REALTY CORPORATION

La compagnie donne avis qu'elle a l'intention de s'adresser au secrétaire de la Province pour lui demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 2 novembre 1942.

2371 Le président de Casalt Realty Corporation,
H. GERTLER.

Charters—Surrender of

SHOE BAZAAR INC.

Notice is hereby given that "Shoe Bazaar Inc." intends to apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Montreal, this 7th day of November, 1942.

(sgd) LEONARD VINEBERG,
Secretary.

CASALT REALTY CORPORATION

The Company gives notice of its intention to apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its Charter from such date as it may please him to fix.

Montreal, Nov. 2nd, 1942.

2371-o H. GERTLER,
President of the Casalt Realty Corporation.

AVIS

Prenez avis qu'après la publication de cet avis, "Brownlee Mines (Quebec) Limited", une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des mines de Québec, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 2e jour de novembre 1942.

BROWNLEE MINES (QUEBEC) LIMITED,
par Fasken, Robertson, Aitchison, Pickup &
Calvin,
Les procureurs de la compagnie,
2379 36, rue Toronto, Toronto.

NOTICE

Take notice that after the publication of this notice, Brownlee Mines (Quebec) Limited, a Company incorporated under The Quebec Mining Companies Act, will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Dated this 2nd day of November, 1942.

BROWNLEE MINES (QUEBEC) LIMITED,
By Fasken, Robertson, Aitchison, Pickup &
Calvin,
36 Toronto Street, Toronto,
its Solicitors.

Département de l'Instruction publique

N° 584-42

Québec, 10 novembre 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 5 novembre 1942, de détacher des municipalités scolaires du canton d'Ascot et d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, en autant que les catholiques sont ou seront concernés, et d'annexer à la municipalité scolaire de la cité de Sherbrooke dans le comté du même nom, pour les catholiques seulement, le territoire suivant, savoir: "Un territoire situé dans les cantons d'Ascot et d'Orford, faisant actuellement partie des municipalités d'Ascot, de Rock Forest et du canton d'Orford, et dont les limites se décrivent comme suit: à savoir: partant du point d'intersection de la limite sud de la cité de Sherbrooke avec la limite ouest de la ville de Lennoxville au sommet de l'angle nord-est du lot N° 15a, rang VII, du cadastre officiel pour le canton d'Ascot; de là, en référant audit cadastre, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne est du lot N° 15a, rang VII, les lignes sud des lots 15a, des rangs VII, VIII, Nos 15b, 15g, 15h, du rang IX, Nos 15a, 15c, 15d, 15f, 15h du rang IX, Nos 15a, 15c, 15d, 15f, 15h, du rang X, la ligne est et la ligne sud du lot N° 14c du rang XI, cette dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Magog, ledit axe de la rivière Magog en le suivant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud du N° 168 du cadastre officiel pour le canton d'Orford; et, en référant audit cadastre officiel pour le canton d'Orford, ledit prolongement et ladite ligne sud du N° 168 jusqu'au côté sud-est de l'emprise du chemin de fer Canadien Pacifique suivant une courbe déviant à droite jusqu'à la limite de la cité de Sherbrooke; de là, suivant la limite actuelle de la cité de Sherbrooke en passant par les lignes et démarcations suivantes: ledit axe du chemin séparant les rangs I et II du canton d'Orford prolongé jusqu'à l'axe de la rivière Magog, l'axe de la rivière Magog jusqu'au prolongement de la ligne est du lot N° 16b, du rang IX, du cadastre officiel du canton d'Ascot, et, en référant audit cadastre officiel du canton d'Ascot, ledit prolongement et ladite ligne est du lot N° 16b, rang IX, la ligne nord des lots Nos 15c, 15a, rang VIII, la ligne ouest du lot N° 15b, et du lot de subdivision N° 15a-78, rang VIII, les lignes sud et est dudit lot de subdivision N° 15a-78, rang VIII, et les lignes nord des lots Nos 15a, rang VIII, et 15a, rang VII, jusqu'au point de départ."

2383-o

Department of Education

No. 584-42

Quebec, November 10th, 1942.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 5th of November 1942, to detach from the School Municipalities of the Townships of Ascot and Orford, in the county of Sherbrooke, as far as the Catholics are or shall be concerned, and to annex to the School Municipality of the City of Sherbrooke, in the county of the same name, for Catholics only, the following territory, namely:

A territory situate in the Townships of Ascot and Orford, forming actually part of the Municipalities of Ascot, Rock Forest and the Township Orford, and whereof the limits are described as follows: to wit: Starting at the point of intersection of the South limit of the City of Sherbrooke with the West limit of the Town of Lennoxville at the summit of the North-East corner of lot No. 15a, Range VII, of the official cadastre for the Township Ascot; thence, with reference to the official cadastre, passing successively by the following lines and limitations: the East line of lot No. 15a, Range VII, the South lines of lots 15a, of Ranges VII, VIII, Nos. 15b, 15g, 15h, of Range IX, Nos. 15a, 15c, 15d, 15f, 15h of Range IX, Nos. 15a, 15c, 15d, 15f, 15h, of Range X, the East line and the South line of lot No. 14c, of Range XI, this last prolonged to the axis of the Magog River, the said axis of the Magog River following it Northward to the prolongation of the South line of No. 168 of the official cadastre for the Township Orford; and, with reference to the said official cadastre for the Township Orford, the said prolongation and the said South line of No. 168 as far as the South-East side of the right of way of the Canadian Pacific Railway following a curve deviating towards the right to the limit of the City of Sherbrooke; thence, following the present limit of the City of Sherbrooke, passing by the following lines and limitations: the said axis of the road separating Ranges I and II of the Township Orford prolonged to the axis of the Magog River, the axis of the Magog river to the prolongation of the East line of lot No. 16b, Range IX, of the official cadastre of the Township Ascot, and with reference to the said official cadastre for the Township Ascot, the said prolongation and the said East line of lot No. 16b, Range IX, the North line of lots Nos. 15c, 15a, Range VIII, the West line of lot No. 15b, and of subdivision lot No. 15a-78, Range VIII, the South and East lines of subdivision lot No. 15a-78, Range VIII, and the North lines of lots Nos. 15a, Range VIII, and 15a, Range VII, to the starting point.

2383-o

Liquidation—avis de

Avis est donné que les membres du "Syndicat Coopératif des Producteurs de Fourrures", société créée en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts Refondus de Québec, 1941, chapitre 290), ont, le 30 août 1942, passé une résolution relative à la liquidation volontaire et à la dissolution dudit syndicat coopératif, et que M. L.-J. Simard, employé civil, de la cité de Québec, a été nommé liquidateur des biens de cette société.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 5 novembre 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
2367-0 JEAN BRUCHESI.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the members of the "Syndicat Coopératif des Producteurs de Fourrures", an association created under the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter, 290), on the 30th of August, 1942, passed a resolution respecting the voluntary winding-up and the dissolution of said cooperative syndicate, and that Mr. L. J. Simard, civil employee, of the City of Quebec, has been appointed liquidator to the assets of said association.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 5th of November, 1942.

JEAN BRUCHESI,
2367 Under Secretary of the Province.

Ministère de l'Agriculture

AVIS PUBLIC.

Concernant la dissolution de cercles agricoles dans le comté de Matane.

Avis est par le présent donné que les cercles agricoles suivants, dans le comté de Matane:

Cercle agricole de la paroisse de St-Ulric;
Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mont-Joli;

Cercle agricole de la municipalité des cantons unis de Dalibaire et Romieu;

Cercle agricole de la mission des Grosses Roches;

Cercle agricole de la mission de St-Denis;

Cercle agricole de la mission de St-Léandre;

n'ayant pas fonctionné depuis au delà de deux ans, sont déclarés dissous, conformément à l'article 44, chap. 118 des S.R.Q. 1941.

Québec, ce 4 novembre 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'agriculture,
2363-0 ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE.

Respecting the dissolution of Farmers' Clubs in the County of Matane.

Notice is hereby given that the following Farmers' Clubs, in the County of Matane:

"Cercle agricole de la paroisse de St-Ulric,"

"Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mont-Joli",

"Cercle agricole de la municipalité des cantons unis de Dalibaire et Romieu",

"Cercle agricole de la mission des Grosses Roches"

"Cercle agricole de la mission de St-Denis",

"Cercle agricole de la mission de St-Léandre",

not having operated for over two years, are declared dissolved, pursuant to the provisions of article 44, chap. 118 of the R.S.Q. 1941.

Québec, November 4th, 1942.

ADRIEN MORIN,
2363 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Ministère de la Voirie

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Dans la municipalité du village de Montmorency, comté de Québec.

Côte de Courville:

La section de l'ancienne côte, à partir de la nouvelle côte en allant vers le nord sur une longueur de 580 pieds, sur ou vis-à-vis les lots Nos 53 et 59a.

Québec, le 2 novembre 1942.

Le ministre de la voirie,
2362-0 T.-D. BOUCHARD.

Roads Department

NOTICE.

The part of road, hereinafter designated, shall cease, in future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new straightened and improved section, it has become useless for traffic.

In the Municipality of the Village of Montmorency, County of Quebec.

Courville Hill:

The section of the old hill, starting from the new hill running towards the North for a length of 580 feet, on or opposite lots Nos. 53 and 59a.

Quebec, November 2nd, 1942.

T. D. BOUCHARD,
2362 Minister of Roads.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has

requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil par M. Lionel Joron, notaire, demeurant à Westmount et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Ulric Joron, en son vivant, notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 21 octobre 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
2244-43-5-0 JEAN BRUCHESI.

Québec, ce 9 novembre 1942.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel du 5 novembre 1942, d'accorder à monsieur André Dumont, notaire, demeurant et pratiquant à Maskinongé, district judiciaire des Trois-Rivières, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Albert-Alfred Lemyre, en son vivant notaire de Maskinongé, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la Province,
2373-0 JEAN BRUCHESI.

been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Lionel Joron, notary, residing in Westmount and practising in Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Ulric Joron, in his lifetime, Notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, October 21, 1942.

JEAN BRUCHESI,
2244-43-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, November 9th, 1942.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council of the 5th November, 1942, to grant to Mr. André Dumont, Notary, residing and practising at Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Joseph-Albert-Alfred Lemyre, in his lifetime Notary of Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHESI,
2373 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 28 octobre 1942.

MM. Joseph-Charles-Arthur L'Écuyer, employé civil, 26, 1ère Ave. ouest, Longueuil, Joseph-Elphège Lévesque, capitaine de police, 3000, rue Louis Veilliot, Montréal, et Paul Bélisle, maître mécanicien, 225, 3ième Ave., Pointe-aux-Trembles: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Albert Poulette, cultivateur, de St-Valère: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Georges Côté, 3, rue Samson, Lévis, Albert Parent, 133, rue de la Salle, Raymond Gauvin, 269, Grande-Allée, tous deux de Québec, et Ubald Brunet, 2472 est, rue Sherbrooke, Montréal, ces quatre derniers inspecteurs de la Commission du salaire minimum: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Jean-Paul Bolduc, assistant-greffier de la ville d'Asbestos, nommé, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15, juge de paix avec juridiction sur tout le district judiciaire de St-François seulement, cette juridiction étant restreinte à la réception des plaintes, à l'émission de mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpœnas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne la juridiction à deux juges de paix.

2400-0

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, October 28th, 1942.

Messrs. Joseph-Charles-Arthur L'Écuyer, civil employee, 26 1st Ave. West, Longueuil, Joseph-Elphège Lévesque, police captain, 3000 Louis Veilliot street, Montreal, and Paul Bélisle, master mechanic, 225 3rd. Avenue, Pointe-aux-Trembles: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Albert Poulette, farmer of St. Valère: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Georges Côté, 3 Samson street, Lévis, Albert Parent, 133 de la Salle street, Raymond Gauvin, 269 Grande Allée, both of Quebec, and Ubald Brunet, 2472 Sherbrooke street East, Montreal, the four latter inspectors of the Minimum Wage Commission: to be Justices of the Peace, with jurisdiction throughout the Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941), chapter 15).

Mr. Jean-Paul Bolduc, assistant-clerk of the Town of Asbestos: appointed, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15, Justice of the Peace with jurisdiction throughout the judicial district of St. Francis only, such jurisdiction, however, to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpœnas and warrants of custody, also the receiving of sureties and to the adjournment of cases, either alone when the law permits, either with another Justice of the Peace when the law gives the jurisdiction to two Justices of the Peace.

2400

Ventes par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le 30 septembre 1942, dans une cause dans laquelle Edgar H. Filer, de la cité de St-Henri, district de Montréal; Frank E. Filer, de Miami, dans l'état de la Floride, l'un des états-unis de l'Amérique; Samuel W. Filer, de Los Angeles, dans l'état de la Californie, états-unis de l'Amérique; et dame Laura Filer, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, veuve de feu L. M. Dewar, sont demandeurs, vs Henry Filer, de lieux inconnus, défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: "Des immeubles situés dans la paroisse de St-Thomas, de Noyan, connus et désignés comme étant les lots nos 43-47-48 et 69 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Thomas, avec les bâtisses dessus érigées", les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DOUZE DECEMBRE 1942 au bureau du protonotaire, à DIX heures de l'avant-midi, au Palais de Justice de Sweetsburg, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sweetsburg, le 29 octobre 1942.

Le procureur des demandeurs,

2313-45-2-0

MAURICE FORTIN.

VENTE PAR LICITATION

Canada, province de Québec, district de Montréal, cause N° A-208951 de la Cour Supérieure.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 27ème jour d'octobre 1942, dans une cause dans laquelle dame Théonile Sauvé, bourgeoise, de la cité de Verdun, district de Montréal, veuve de Napoléon Lavigne en son vivant rentier des mêmes lieux, est demanderesse, et Josaphat Marleau, dame Annie Labre, veuve de Maxime Marleau, en son vivant des cité et district de Montréal, dame Alma Marleau, veuve d'Omer Chevrier en son vivant des cité et district de Montréal, Henri Légaré époux commun en biens de Léa Marleau, tous quatre des cité et district de Montréal, dame Germaine Marleau, épouse séparée de biens de A. Johnson, ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de Sydney, province de la Nouvelle-Ecosse, Canada, Romuald Marleau, de Lachine, district de Montréal, Amédée Lauzon, époux commun en biens d'Aline Marleau, Napoléon Brabant, époux commun en biens d'Alexina Marleau, ces deux derniers de Vaudreuil, district de Montréal, dame Albani Labre, de la cité de Verdun, district de Montréal, veuve d'Ovila Marleau en son vivant des mêmes lieux, et Ernest Marleau de Côteau-du-Lac, comté de Soulanges, district de Montréal, sont défendeurs, il est ordonné de vendre par licitation

Sales by Licitacion

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, the 30th September, 1942, in a case wherein Edgar H. Filer, of the city of St. Henry, district of Montreal; Frank E. Filer, of Miami, in the State of Florida, one of the United States of America; Samuel W. Filer, of Los Angeles, in the State of California, United States of America; and Dame Laura Filer, of the city of Ottawa, Province of Ontario, widow of the late L. M. Dewar, are plaintiffs; vs Henry Filer, of parts unknown, defendant, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit: "The immovables situate in the parish of St-Thomas de Noyan, known and designated as being lots Nos. 43-47-48 and 69 on the official plan and in the book of reference of the Parish of St-Thomas—with the buildings thereon erected". The above described immovables shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder the TWELFTH of DECEMBER, 1942, at the office of the Prothonotary, at TEN o'clock in the forenoon, at the Court House of Sweetsburg, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Sweetsburg, October 29th, 1942.

MAURICE FORTIN,

2313-45-2

Attorney for plaintiffs.

SALE BY LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-208951.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal, on the 27th of October 1942, in a cause in which dame Théonile Sauvé, gentlewoman of the city of Verdun, district of Montreal, widow of Napoléon Lavigne, in his lifetime gentleman of the same place, is Plaintiff, and Josaphat Marleau, dame Annie Labre, widow of Maxime Marleau, in his lifetime of the city and district of Montreal, dame Alma Marleau, widow of Omer Chevrier, in his lifetime of the city and district of Montreal, Henri Légaré husband common as to property of Léa Marleau, all four of the city and district of Montreal, dame Germaine Marleau, wife separate as to property of A. Johnson, this latter a party to these presents for the purpose of authorising his said wife, both of Sydney, province of Nova Scotia, Canada, Romuald Marleau of Lachine, district of Montreal, Amédée Lauzon, husband common as to property of Aline Marleau, Napoléon Brabant, husband common as to property of Alexina Marleau, of Vaudreuil, district of Montreal, dame Albani Labre, of the city of Verdun, district of Montreal, widow of Ovila Marleau in his lifetime of the same place, and Ernest Marleau of Côteau du Lac, county of Soulanges, district of Mont-

tation un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

"Un emplacement connu et désigné sous le numéro deux mille quarante-cinq (N° 2045) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 165, 165a, 167 et 169 de la rue Rose-de-Lima en la cité de Montréal."

L'immeuble susdésigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1942, à DIX heures et DEMI de l'avant-midi, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour.

Un dépôt de mille cinq cent dollars (\$1500.) sera exigé de tout enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère.

Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours au même endroit après l'adjudication dudit immeuble; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 4 novembre 1942.

L'avocat de la demanderesse,

2364-46-2-o

ROGER DESMARAIS.

real, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

"An emplacement known and designated under the number two thousand and forty-five (No. 2045) of the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 165, 165a, 167 and 169 of Rose de Lima street, in the city of Montreal."

The property above described will be put up to auction and adjuged to the last and highest bidder on the SIXTEENTH of DECEMBER 1942, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the court room of the Court House in Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said Court;

A deposit of fifteen hundred dollars (\$1500.) shall be required from any bidder in order that his bid be received.

And that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 4th 1942.

ROGER DESMARAIS,

2364-46-2-o

Attorney for Plaintiff.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour Supérieure.—District d'Abitibi

N° V-265 } ALDEMARD PROVENCHER, ouvrier de Val d'Or, demandeur, vs; VICTOR LEBLOND, journalier de Val d'Or, défendeur, à savoir:

Comme appartenant audit défendeur le lot de terre numéro six cent quarante-trois (643) subdivision du lot originaire numéro trente-quatre (34) du cadastre officiel pour le canton de Bourlamaque, sujet aux conditions d'un bail emphytéotique en faveur de Northern Townsite Corporation, avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, MARDI le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,

J.-U. DUMONT.

Amos, 7 novembre 1942.

2370-46-2-o

[Première publication, 14 novembre 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } DAME CLARINDA 210982 } GUENETTE, veuve de Cléophas Valiquette, demanderesse; vs BRUNO DESAUTELS, défendeur et VIATEUR FARLEY, curateur au délaissement.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court.—District of Abitibi

No. V-265 } ALDEMARD PROVENCHER, workman, of Val d'Or, plaintiff; vs VICTOR LEBLOND, labourer, of Val d'Or, defendant, to wit:

As belonging to said defendant, lot of land number six hundred and forty-three (643) subdivision of the original lot number thirty-four (34) of the official cadastre for the Township of Bourlamaque, subject to the conditions of an emphyteutic lease in favour of Northern Townsite Corporation—with buildings, circumstances and dependencies—shall be sold at the parochial church door of Val d'Or, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Amos, November 7th, 1942.

2370-46-2

[First publication, November 14th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } DAME CLARINDA 210982 } GUENETTE, widow of Cléophas Valiquette, plaintiff; vs BRUNO DESAUTELS, defendant and VIATEUR FARLEY, curator to the abandonment.

Comme appartenant au défendeur mais entre les mains dudit curateur au délaissement:

"Un immeuble ayant front sur l'avenue Bélanger, à Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mille quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot numéro dix (10-1094) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, avec maison portant autrefois les numéros 119 et 121 et portant maintenant les numéros 169-71 de ladite avenue Bélanger est, et autres bâtisses y érigées et tous droits et servitudes y attachés."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPT DÉCEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$420 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Forest, daté le 5 novembre 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 9 novembre 1942. L.-P. CAISSE.
2374-46-2-o
[Première publication, 14 novembre 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 958-42 } contre D. RODOLPH WILKINSON, gentilhomme, de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, défendeur, et DAME CHARLOTTE ELIZABETH CARSON, de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, et aussi de St-Augustin des Maures, veuve de feu Robert Walter Wilkinson, en son vivant de la Cité de Québec, gérant, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure, Ethel Anna Wilkinson, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Québec, en date du 7 juin 1932; la dite Ethel Anna Wilkinson, en sa qualité d'héritière de feu Robert Walter Wilkinson, défenderesse es-qualité, à savoir:

Les subdivisions 26 et 27 (vingt-six et vingt-sept) du lot N° 92 (quatre-vingt-douze) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant deux lots de terre situés sur le côté est de l'avenue Moncton, mesurant chacun 36 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 12 novembre 1942. L. LAPIERRE.
2389-46-2-o
[Première publication, le 14 novembre 1942]
[Deuxième publication, le 28 novembre 1942]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 928/42 } contre JULIETTE LESSARD, épouse séparée de biens de Auguste Rousseau, et LUCIEN LESSARD, tous trois de la cité de Québec, et ledit AUGUSTE ROUSSEAU, mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

1. Le lot N° 954 (neuf cent cinquante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier St-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue St-François, mesurant 37 pieds et 6 pouces de largeur sur 56 pieds de pro-

As belonging to the defendant but in the possession of the said curator to the abandonment.

An immovable fronting on Bélanger Avenue, at Montreal, known and designated as being lot number one thousand and ninety-four of the subdivision of lot number ten (10-1094) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less—with the house heretofore bearing numbers 119 and 121 and now bearing numbers 169-71 of said Bélanger Avenue East, and other buildings thereon erected and all rights and servitudes attached thereto.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTEENTH of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$420, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Forest, dated the 5th November, 1942.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 9, 1942. Sheriff.
2374-46-2
[First publication, November 14, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC;
No. 958-42 } against D. RODOLPH WILKINSON, gentleman, of Our City of Quebec, in Our District of Quebec, defendant; and DAME CHARLOTTE ELIZABETH CARSON, of Our City of Quebec, in Our District of Quebec, and also of St-Augustin des Maures, widow of the late Robert Walter Wilkinson, in his lifetime of the City of Quebec, manager, in her quality of tutrix to her minor daughter Ethel Anna Wilkinson, in virtue of a judgment of the Superior Court of the District of Quebec, dated June 7th, 1932: the said ETHEL ANNA WILKINSON, in her quality of heiress of the late Robert Walter Wilkinson, defendant es-qualité, to wit:

The subdivisions 26 and 27 (twenty-six and twenty-seven) of lot No. 92 on the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward of the City of Quebec, being two lots of land situate on the East side of Moncton avenue, each measuring 36 feet in front by 100 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, November 12th, 1942. Sheriff.
2389-46-2
[First publication, November 14th, 1942]
[Second publication, November 28th, 1942]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC;
No. 928/42 } against JULIETTE LESSARD, wife separate as to property of Auguste Rousseau, and LUCIEN LESSARD, all three of the City of Quebec, and the said AUGUSTE ROUSSEAU, mis en cause to authorize and assist his said wife, to wit:

1. Lot No. 954 (nine hundred and fifty-four) of the official cadastre for St-Roch Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on the South side of St-François street, measuring 37 feet and 6 inches in width by 56 feet in depth—

fondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot N° 991 (neuf cent quatre-vingt-onze) du cadastre officiel pour le quartier St-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté Nord de la rue St-Joseph, mesurant 32 pieds de largeur sur 52 pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. La subdivision 340 (trois cent quarante) du lot N° 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Montmagny, mesurant 35 pieds de largeur sur 70 pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 12 novembre 1942. 2388-46-2-o
[Première publication, 14 novembre 1942]
[Deuxième publication, 28 novembre 1942]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, } J. ARMAND LAN-
District de St-François, } J. GLOIS, hôtelier
N° 3027 } de la ville de Lac Mé-
gantic, district de St-François, demandeur; vs
ROMÉO CYR, des cité et district de Montréal,
et LOUIS CYR, de St-Denis de Brompton, district
de St-François, défendeur.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs:

"Les droits réels et immobiliers sur un certain immeuble connu et désigné comme étant le lot N° 648-2 du cadastre pour le canton d'Orford, autrefois connu et désigné comme étant le lot N° 2, rang 11 du canton d'Orford, avec bâtisses dessus érigées et circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Denis de Brompton, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1942, à TROIS hrs. p.m.

Sherbrooke, ce 7 novembre 1942.

Le shérif,
2369-46-2-o J.-P.-C. LEMIEUX
[Première publication le 14 novembre 1942]

TERREBONNE

Cour supérieure.

Canada }
Province de Québec } LA VILLE DE
District de Terrebonne } TERREBONNE,
N° 7751 } corporation municipale
ayant sa principale place d'affaires en la Ville }
de Terrebonne, district de Terrebonne, deman- }
deresse vs DAME ROSA GAGNON, épouse }
commune en biens d'ERNEST BIGRAS, culti- }
vateur, et le dit ERNEST BIGRAS, tant }
personnellement que comme chef de la communauté, }
pour autoriser son épouse aux fins des présentes, }
tous deux de la paroisse de St-Vincent de Paul, }
comté Laval, dans le district de Montréal. }
défendeurs }

Un emplacement situé en la Ville de Terrebonne, de trente-cinq pieds de largeur, sur cent douze pieds de longueur, mesure française, le tout plus ou moins, et sans aucune garantie de mesure précise; ledit emplacement qui fait partie du lot de terre portant le numéro officiel cent deux (102) de la Ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté Terrebonne, étant borné en front

with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 991 (nine hundred and ninety-one) of the official cadastre for St-Roch Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on the North side of St-Joseph street, measuring 32 feet in width by 52 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Subdivision 340 (three hundred and forty) of lot No. 2301 (two thousand three hundred and one) of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Montmagny street, measuring 35 feet in width by 70 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, November 12, 1942. 2388-46-2
[First publication, November 14, 1942]
[Second publication, November 28, 1942]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, } J. ARMAND LAN-
District of St. Francis, } J. GLOIS, hotel-
No. 3027 } keeper of the town of
Lac Mégantic, district of St. Francis, plaintiff;
vs ROMÉO CYR, of the city and district of
Montreal, and LOUIS CYR of St. Denis de
Brompton, district of St. Francis, defendants.

Seized as belonging to the said defendants:

"The real and immovable rights on a certain immovable known and designated as being lot No. 648-2 of the cadastral plan and book of reference for the Township of Orford, formerly known and designated as being the lot No. 2, range 11 of the township of Orford, with buildings thereon erected and circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of St. Denis de Brompton, the FIFTEENTH day of DECEMBER 1942, at THREE of the clock, p.m.

Sherbrooke, November 7th, 1942.

J. P. C. LEMIEUX, Sheriff.
2369-46-2-o
[First publication on November the 14th 1942]

TERREBONNE

Superior Court

Canada }
Province of Quebec } LA VILLE DE
District of Terrebonne } TERREBONNE,
No 7751 } municipal corporation
having a principal place of business in the town }
of Terrebonne, district of Terrebonne }
demandant vs DAME ROSE GAGNON, wife common as to }
property of ERNEST BIGRAS, farmer, and the }
said ERNEST BIGRAS personally and has }
chief of the community to authorize his wife for the }
purposes hereof, both of the parish of St Vincent }
de Paul, county Laval, in the district of Montreal. }
defendant. }

An emplacement situated in the town of Terrebonne being thirty five feet wide on one hundred and twelve feet long, french measure, the whole more and less, and without any certify mesure; the said emplacement wich is part of the lot of land, bearing the official number one hundred and two (102) of the town of Terrebonne, to the mortgage register of lands for the county of

à l'ouest par la rue St Joseph, du côté nord par Limoges & Cie, du côté sud par Honoré Paquette, et en profondeur à l'est, par une autre partie dudit lot 102, appartenant à Alfred Bourgoin, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de Terrebonne, comté Terrebonne MERCREDI VINGT-CINQ novembre 1942 à DEUX HEURES de l'après-midi (heure avancée).

Un dépôt de \$200.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur d'après jugement rendu par l'Honorable Juge Phil. Coussineau, le 20 octobre 1942.

Le shérif,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE
St-Jérôme 21 octobre 1942 2247-43-2-o
(Première publication, 24 octobre 1942)

Terrebonne, bonded in the west front by St Joseph street, to the north by Limoge & Cie, the south side by Honoré Paquette and in depth to the east by another part of said lot 102, belonging to Alfred Bourgoin, with a house and others buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Terrebonne, county Terrebonne wednesday the 25th day of november at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time)

A deposit of \$200.00 shall be exacted from each and every bidder as per judgment delivered by Honorable Juge Phil Coussineau october 20th 1942.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, October 21st 1942 2247-43-2-o
(First publication October 24th 1942)

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, prolongeant la durée de l'ordonnance numéro 26-A de la Commission du salaire minimum, relative aux taxis-autos et automobiles de louage (cité et district de Montréal), a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3054, du 12 novembre 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 26-A

Taxis-autos et automobiles de louage (cité et district de Montréal).

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance N° 26-A*: L'ordonnance N° 26-A de la Commission du salaire minimum, concernant les taxis-autos et les automobiles de louage des cité et district de Montréal, datée du 5 mars 1941, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 15 mars 1941 par arrêté portant le numéro 636 et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er janvier 1944.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Fait et daté en la cité de Québec, ce vingt-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-deux.

(Signé) Le président, FERDINAND ROY,
" Le vice-président, GUSTAVE FRANCO,
" Les commissaires, J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

(Sceau)

Copie conforme,
Le secrétaire,
J. A. V. AUGER.

2390-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, extending the duration of Ordinance number 26-A of the Minimum Wage Commission, relating to taxicabs and automobiles for hire (City and District of Montreal), has been approved by Order in Council number 3054, of November 12, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 26-A

Taxicabs and Automobiles for Hire (City and District of Montreal)

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 26-A*: Ordinance No. 26-A of the Minimum Wage Commission concerning taxicabs and automobiles for hire in the city and district of Montreal dated March 5, 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 15, 1941, by Order-in-Council No. 636 and subsequently amended and renewed, is maintained in force until January 1st, 1944.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec this twenty-ninth day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-two.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN, Members.

(Seal)

True copy,
J. A. V. AUGER,
Secretary.

2390-o

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2686, du 9 octobre 1941 :

1. Que les mots "Le lundi, de 8.00 à 12.00 a.m." mentionnés sous le titre "Farnham", article III—b, soient remplacés par les suivants: "Le lundi, aucun travail ne sera exécuté".

2. Que les mots "Le samedi et la veille des fêtes spécifiées dans le présent décret, de 8.00 a.m. à 11.00 p.m." mentionnés sous le titre "Farnham", article III—b, soient remplacés par les suivants: "Le samedi et la veille des fêtes spécifiées dans le présent décret, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

3.—Que le dernier alinéa contenu dans le paragraphe intitulé "Farnham", article III—b, soit remplacé par le suivant: "Le tout formant un total de cinquante-trois heures et demie (53½)".

4. Que l'alinéa "Le samedi, de 8.00 a.m. à 11.00 p.m. et veilles de fêtes chômées", mentionné sous le titre "Cowansville et Sweetsburg", article III—b, soit remplacé par le suivant: "Le samedi et veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

5. Que le dernier alinéa contenu dans le paragraphe intitulé "Cowansville et Sweetsburg", article III—b, soit remplacé par le suivant: "Le tout formant un total de soixante heures (60)".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 novembre, 1942. 2391-o

CORRECTION

L'avis de prélèvement publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 24 octobre 1942, page 2802, est corrigé de la façon suivante:

Le nom officiel du comité paritaire doit se lire comme suit: "Le Comité paritaire des coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Roberval".

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 novembre 1942. 2392-o

AVIS D'APPROBATION DE CONSTITUTION ET DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2905, du 28 octobre 1942, et

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 2686, of October 9, 1941:

1. That the words "On Monday, from 8.00 to 12.00 a.m." mentioned under the title "Farnham", section III—b, be replaced by the following "No work shall be performed on Monday".

2. That the words "On Saturday and holiday eves specified in the present decree, from 8.00 a.m. to 11.00 p.m." mentioned under the title "Farnham" section III—b, be replaced by the following: "On Saturday and holiday eves specified in the present decree, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

3. That the last paragraph under the title "Farnham", section III—b, be replaced by the following: "The whole making a total of fifty-three hours and one half (53½)".

4. That the words "On Saturday, from 8.00 a.m. to 11.00 p.m. and holiday eves" mentioned under the title "Cowansville and Sweetsburg", section III—b, be replaced by the following: "On Saturday and holiday eves, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

5. That the last paragraph under the title "Cowansville and Sweetsburg, section III—b, be replaced by the following: "The whole making a total of sixty hours (60)".

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the contracting parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 14, 1942 2391-o

CORRECTION

The notice of levy published in the *Quebec Official Gazette* of the 24th of October, 1942, page 2802, is corrected in the following manner:

The official name of the Parity Committee should read as follows: "The Parity Committee of male and female Hairdressers of Chicoutimi, Lac Saint-Jean and Roberval Counties".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 14, 1942. 2392-o

NOTICE OF APPROVAL OF CONSTITUTION AND BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree number 2905, of October 28, 1942, and whose corporate seat is in the City of Mont-

dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3055, du 12 novembre 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 novembre 1942.

2394-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2905, du 28 octobre 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3056 du 12 novembre 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels, et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 novembre 1942 au 30 avril 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2905 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1 % de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés régis par le décret numéro 2905 sont tenu de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1 % de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent transmettre mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, pour la période expirant le 30 avril 1943.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION—DISTRICT DE MONTRÉAL

Estimé des recettes et déboursés pour la période s'étendant du 1er novembre 1942, au 30 avril 1943.

Revenu probable:

Salaires devant être payés pendant cette période.....	\$3,800,000.00
Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	\$19,000.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	19,000.00
	\$38,000.00

real, have been approved by Order in Council number 3055 of November 12, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 14, 1942.

2394-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree No. 2905 of October 28, 1942, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 3056, of November 12, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned.

Assessments

The period of levy shall extend from November 16, 1942, to April 30th, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) All the professional employers governed by the decree No. 2905 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1 % of the wage list, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All the employees governed by the decree No. 2905 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1 % of their wages, commissions, bonuses and allocations.

Mode of collection

The professional employers shall remit every month to the Parity Committee the assessments which they are required to pay to the said Committee.

The professional employers shall retain from the wages of each one of their employees the sums owed to the Parity Committee and remit same to the said Committee together with their own assessments.

Upon refusal, by a professional employer, to pay or give the necessary information, a five days notice shall be served upon him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: December 31, 1942, and March 31, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Montreal, for the period ending April 30th, 1943.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE FOR THE DISTRICT OF MONTREAL

Contemplated Income and Expenditure for the period from 1st November 1942 to 30th April 1943.

Estimated Income:

Wages expected to be paid during that period.....	\$3,800,000.00
Professional employers' assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	\$19,000.00
Employees' assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	19,000.00
	\$38,000.00

<i>Dépenses probables</i>		<i>Estimated Expenditure:</i>	
Salaires du secrétaire et du personnel du bureau....	\$ 6,800.00	Secretary and office personnel salaries.....	\$6,800.00
Jetons de présence et frais de déplacement des membres.....	3,500.00	Members attendance fees and travelling expenses..	3,500.00
Salaires des inspecteurs....	14,000.00	Inspectors' wages.....	14,000.00
Dépenses des inspecteurs...	2,000.00	Inspectors' expenses.....	2,000.00
Loyer.....	1,150.00	Rent.....	1,150.00
Impressions et papeterie...	1,200.00	Printing and stationery....	1,200.00
Frais de poste et d'accise..	750.00	Postage and excise stamps..	750.00
Téléphone.....	300.00	Telephone.....	300.00
Dépenses—Bureau des Examineurs.....	1,300.00	Fees Board of Examiners..	1,300.00
Assurance et taxe d'eau....	100.00	Insurance and water tax..	100.00
Audition et frais légaux...	5,500.00	Legal, audit and professional fees.....	5,500.00
Dépréciation — meubles et accessoires de bureau...	300.00	Depreciation-office furniture and fixtures.....	300.00
Dépenses diverses.....	6,100.00	Miscellaneous expenses....	6,100.00
	\$38,000.00 \$43,000.00		\$38,000.00 \$43,000.00
Le surplus des déboursés sur le revenu, se montant à \$5,000.00, sera couverts par le fonds en réserve.....	5,000.00	Excess of disbursements with regard to the income, amounting to \$5,000.00 shall be covered by Reserve Funds.....	5,000.00
	\$43,000.00 \$43,000.00		\$43,000.00 \$43,000.00
Le sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy-Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, ce 14 novembre 1942.		Department of Labour, Quebec November 14, 1942.	
2393-o		2393-o	

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Syndicat catholique des travailleurs du cuir et de la chaussure inc., de Plessisville, lui a présenté une requête à l'effet d'être traité comme partie contractante à la convention collective de travail concernant les tanneries et corroiries de la Province de Québec, et rendue obligatoire par le décret numéro 523, du 5 février 1940, amendé par les arrêtés numéros 4493, du 24 décembre 1940, 1646, du 28 juin 1941, 2327 du 6 septembre 1941, 358, du 13 février 1942 et 2994, du 5 novembre 1942.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 novembre 1942.

2395-o

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that "Le Syndicat catholique des travailleurs du cuir et de la chaussure inc., de Plessisville" has presented to him a request to be treated as contracting party to the collective labour agreement concerning the tanning and currying industry in the Province of Quebec, and rendered obligatory by decree number 523, of February 5, 1940, amended by Orders Nos. 4493 of December 24, 1940, 1646 of June 28, 1941, 2327 of September 6, 1941, 358 of February 13, 1942, and 2994 of November 5, 1942.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 14, 1942.

2395-o

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que dans
Assistant-procureur } l'article 144 de l'Acte
général. } de l'Amérique britanni-
 que du Nord, (1867), il est décrété que le Lieute-
 nant-gouverneur de Québec pourra, de temps à
 autre, par proclamation sous le Grand Sceau de la
 Province, devant venir en force le jour y men-
 tionné, établir des cantons dans les parties de la
 province de Québec, et dans lesquelles il n'en a
 pas encore été établi, et en fixer les tenants et
 aboutissants;

ATTENDU qu'il convient d'ériger en canton,
 sous le nom de "canton de Lidice" une certaine
 étendue de territoire non encore érigée en canton;

À CES CAUSES, sous l'autorité de ladite sec-
 tion 144 de l'Acte de l'Amérique Britannique
 du Nord, Nous avons établi, et par Notre pré-
 sente proclamation Royale établissons en can-
 ton sous le nom de "canton de Lidice" cette
 étendue de Nos terres incultes sise et située dans
 le comté ci-après mentionné dans Notre dite pro-
 vince de Québec et délimitée et décrétée comme
 suit dans et par le rapport de l'honorable Minis-
 tre des terres et forêts, dans Notre dite province
 de Québec, fait au Lieutenant-gouverneur de
 Notre dite province le 2 octobre 1942, savoir: un
 territoire, faisant partie des terres vagues de la
 Couronne, situé dans le comté de Roberval et
 dont les bornes sont comme suit: Au nord, le
 parallèle de latitude 50°-00'; à l'est, l'axe de la
 rivière Péribonca; au sud, une ligne parallèle à
 sa limite nord et distante de dix milles d'icelle;
 à l'ouest, l'axe de la rivière Serpent. Le dit
 territoire contenant une superficie de quatre-
 vingt-dix-huit mille (98,000) acres, tel que le tout
 appert des diagrammes ou plans dudit territoire
 annexé au dit rapport, et en autant que la na-
 ture et les circonstances le permettent, et con-
 formément aux rapports d'arpentage produits
 et demeurés de record dans le département des
 terres et forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions
 dudit Acte, déclarons et ordonnons par les pré-
 sentes que Notre présente proclamation viendra
 en vigueur à la date de sa publication dans la
Gazette Officielle de Québec, et que ladite étendue
 de terre et toute et chaque partie d'icelle sera
 et demeurera, à compter de ladite date, un can-
 ton sous le nom qui lui est donné ci-dessus, à
 toutes fins et intentions quelconques, notob-
 sant toute erreur dans les bornes, tout faux nom
 et toutes autres imperfections ou omissions
 touchant ladite étendue de terre par les présentes
 établie en canton comme susdit.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux su-
 jets et tous autres que les présentes peuvent con-
 cerner sont requis de prendre connaissance et de
 se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
 présentes lettres patentes et sur icelles apposer
 le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-
 Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph
 Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-
 Gouverneur de Notre dite province de Québec

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en
 Notre cité de Québec, de Notre province de
 Québec, ce sixième jour de novembre en l'année
 mil neuf cent quarante-deux de l'ère chré-
 tienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre, Le sous-secrétaire de la Province,
 2381-o JEAN BRUCHESI.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS in article 144
Deputy Attorney } of the British North
General. } America Act, (1867), it is
 enacted that the Lieutenant Governor of Que-
 bec, may, from time to time, by proclamation
 under the Great Seal of the Province, coming
 into force on the day therein mentioned, establish
 townships in parts of the Province of Quebec,
 and wherein none have yet been established,
 and may fix the boundaries and abutments
 thereof;

WHEREAS it is expedient to erect into a
 Township, under the name of "Township of
 Lidice" a certain tract of land not yet erected
 into a Township;

THEREFORE, under authority of the said
 section 144 of the British North America Act,
 We have established and by Our present Royal
 Proclamation do establish into a Township,
 under the name of "Township of Lidice", that
 tract of Our uncultivated lands being and situate
 in the County hereinafter mentioned, of Our
 said Province of Quebec, and limited and de-
 scribed as follows in and by the report of the
 Honourable the Minister of Lands and Forests,
 in Our said Province of Quebec, made to the
 Lieutenant Governor of Our said Province of
 Quebec, on October 2nd, 1942, to wit: a terri-
 tory, forming part of vacant Crown Lands,
 situate in the County of Roberval, and the
 boundaries whereof are as follows: on the North,
 parallel of latitude 50°-00'; on the East, the axis
 of the Peribonca River; on the South, a line par-
 allel to its Northern limit and ten miles distant
 therefrom; on the West, the axis of the River
 "Serpent". The said territory containing an
 area of ninety-eight thousand (98,000) acres,
 as the whole appears in the diagrams or plans
 of said territory annexed to the said report, and
 inasmuch as nature and circumstances will
 allow and pursuant to the reports of survey
 filed and remaining of record in the Department
 of Lands and Forests.

AND, MOREOVER, pursuant to the provisions
 of the said Act, We do hereby declare and ordain
 that Our present Proclamation will come into
 force on the date of its publication in the *Quebec
 Official Gazette*, and that the said tract of land
 and all and every part thereof, shall and will
 remain, from and after the said date, a Township
 under the name hereinabove given to it, to all
 intents and purposes whatsoever, notwithstand-
 ing any error as to boundaries, any false name
 and any other imperfections or omissions re-
 specting the said tract of land hereby established
 into a Township as aforesaid.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all
 others, whom these present may concern, are
 hereby required to take notice and to govern
 themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
 Our Letters to be made Patent, and the Great
 Seal of the Province of Quebec, to be hereunto
 affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved
 Major General the Honourable Sir Eugène-
 Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O.,
 M.D., Lieutenant-Governor of Our said Pro-
 vince of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Que-
 bec, in Our Province of Quebec, this sixth
 day of November, in the year of Our Lord
 nineteen hundred and forty-two and the sixth
 year of Our Reign.

By command, JEAN BRUCHESI,
 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **A**TTENDU que cer-
Assistant-procureur- } tains propriétaires
général. } d'une partie de la municipalité des cantons unis de Figury et Dalquier, partie ouest, ainsi que certains propriétaires d'un territoire non organisé situé dans le canton de Villemontel, par leur requête, demandent que le territoire qu'ils habitent, tel que décrit dans une description officielle signée par le sous-ministre des terres et forêts, en date du 6 août 1942, soit pour partie détaché de la municipalité de la partie sud-ouest des cantons unis de Figury et Dalquier—la balance étant en territoire non organisé — pour le tout être érigé en municipalité distincte sous le nom de "la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu";

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

ATTENDU qu'il y a lieu de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 22 octobre 1942, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Figury et en partie dans le canton de Villemontel, comprenant, en référence aux cadastres officiels faits pour lesdits cantons, dans le canton de Figury: tous les lots des 1er, 2ième, 3ième, 4ième et 5ième rangs situés à l'ouest de la rivière Harricana et lots du N° 7 au N° 33 inclusivement aussi situés à l'ouest de la rivière Harricana; dans le canton de Villemontel: les lots du N° 46 au N° 58 inclusivement des 1er, 2ième et 3ième rangs et les lots du N° 50 au N° 58 inclusivement des 4ième et 5ième rangs, les limites dudit territoire se décrivant comme suit, à savoir: partant du point d'intersection du lac LaMotte avec le prolongement de la ligne séparative des cantons de LaMotte et de Figury; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: ledit prolongement et ladite ligne séparative des cantons de LaMotte et de Figury, la ligne séparative des cantons de Préissac et de Villemontel; dans le canton de Villemontel: les lignes séparatives des lots Nos 45 et 46 des 1er, 2ième et 3ième rangs, la ligne séparative des 3ième et 4ième rangs, les lignes séparatives des lots Nos 49 et 50 des 4ième et 5ième rangs, la ligne séparative des 5ième et 6ième rangs, la ligne séparative des cantons de Figury et de Villemontel; dans le canton de Figury: la ligne séparative des 5ième et 6ième rangs, la ligne séparative des lots Nos 6 et 7 du 6ième rang, la ligne séparative des 6ième et 7ième rangs et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Harricana, et enfin l'axe de la rivière Harricana et des lacs Figury et LaMotte, qui sont des élargissements de ladite rivière, jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **W**HEREAS certain owners
Deputy Attorney } of property situate in
General. } a part of the municipality of the United Townships of Figury and Dalquier, West Part, and also certain owners of property of an unorganized territory situate in the Township of Villemontel, by their petition, request that the territory they inhabit, as described in an official description signed by the Deputy Minister of Lands and Forests, dated the 6th August, 1942, be in part detached from the Municipality of the South-West part of the United Townships of Figury and Dalquier — the balance being an unorganized territory — the whole to be erected into a separate municipality under the name of "the Municipality of the Parish of Saint Mathieu";

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant this petition;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order dated the 22nd October, 1942, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate partly in the Township of Figury and partly in the Township of Villemontel, comprising with reference to the official cadastres made for the said townships, in the Township of Figury: all the lots of the 1st, 2nd, 3rd, 4th and 5th Ranges situate West of the Harricana River and the lots from No. 7 to No. 33 inclusively also situate West of the Harricana River; in the Township of Villemontel: lots from No. 46 to No. 58 inclusively of the 1st, 2nd and 3rd ranges and lots from No. 50, to No. 58 inclusively of the 4th and 5th Ranges, the limits of the said territory being described as follows, to wit: starting at the point of intersection of Lake LaMotte with the prolongation of the division line of the Townships LaMotte and Figury; thence, passing successively by the following lines and demarcations: the said prolongation and the said division line of the Townships LaMotte and Figury, the division line of the Townships Préissac and Villemontel; in the Township of Villemontel: the division lines of lots No. 45 and 46 of the 1st, 2nd and 3rd ranges, the division line of the 3rd and 4th Ranges, the division lines of lots Nos. 49 and 50 of the 4th and 5th Ranges, the division line of the 5th and 6th Ranges, the division line of the Townships of Figury and Villemontel; in the Township of Figury: the division line of the 5th and 6th Ranges, the division line of lots Nos. 6 and 7 of the 6th Range, the division line of the 6th and 7th Ranges and its prolongation to the axis of the Harricana River, and finally the axis of the Harricana River and of Lakes Figury and LaMotte, which are widenings of the said river, to the starting point; the said territory, together with the roads, rivers,

d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites sera, quant à sa partie comprise dans le canton de Figury — la balance étant en territoire non organisé — détaché de la municipalité de la partie sud-ouest des cantons unis de Figury et Dalquier et sera en entier érigé en municipalité distincte sous le nom de "la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu", dans le comté municipal d'Abitibi, telle érection devant prendre effet le 1er janvier 1943, le tout sous l'autorité des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

2380-o

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que cer-
Assistant-procureur } tains propriétaires
général. } de biens-fonds de la mu-
nicipalité des Grosses-Roches, comté de Matane, par leur requête demandent qu'un certain territoire de la dite municipalité en soit détaché et annexé à la municipalité de la paroisse de Sainte-Félicité, comté de Matane;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies et qu'il restera à la municipalité des Grosses-Roches, après cette annexion, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 15 octobre 1942 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Cherbourg, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Félicité, les lots numéros 218 à 220, 224 à 236 et 467 à 471, tous inclusivement, et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots numéros 217 et 218

lakes, watercourses or parts thereof, comprised within the above described limits shall be with regard to its part comprised in the Township of Figury — the balance being unorganized territory — detached from the Municipality of the South-West part of the United Townships of Figury and Dalquier and shall be in entirety erected into a separate municipality under the name of "the Municipality of the Parish of Saint Mathieu", in the Municipal County of Abitibi, such erection to take effect the 1st of January, 1943, the whole under the authority of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two, and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2380

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS certain owners
Deputy Attorney } of property situate in
General. } the municipality of Grosses
Roches, County of Matane, by their petition, request that a certain territory of the said municipality be detached therefrom and annexed to the municipality of the Parish of Sainte-Félicité, County of Matane;

WHEREAS all the formalities exacted by the Municipal Code have been fulfilled and that there will remain in the municipality of Grosses Roches, after such annexation, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said petition;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 15th of October, 1942, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the Township of Cherbourg, comprising, with reference to the official cadastre for the Parish of Sainte-Félicité lots numbers 218 to 220, 224 to 236, and 467 to 471, all inclusively and the limits whereof are described as follows, namely: starting from the point of intersection of the division line of lots numbers

avec la rive du fleuve St-Laurent; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la dite rive du fleuve St-Laurent, la ligne séparant le lot N° 220 d'avec les lots numéros 221 et 222, les lignes séparatives des 1er et 2ième rangs, des lots numéros 223 et 224, des 2ième et 3ième rangs, des lots numéros 471 et 472, des 3ième et 4ième rangs, des lots numéros 466 et 467, des 2ième et 3ième rangs, des lots numéros 236 et 237, des 1er et 2ième rangs et des lots numéros 217 et 218 pour revenir au point de départ; ledit territoire, ensemble avec la partie de chemin comprise dans les limites ci-dessus décrites sera détaché de la municipalité des Grosses-Roches et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Sainte-Félicité, dans le comté de Matane, telle annexion devant compter du 1er janvier 1943.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année
Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

N.B. Cette proclamation remplace la proclamation en date du 23 octobre 1942, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 7 novembre 1942, page 2865.
2382-o

217 and 218 with the bank of the River St. Lawrence; thence passing successively by the following lines and demarcations: the said bank of the River St. Lawrence, the line separating lot No. 220 from lots numbers 221 and 222, the division lines of the 1st and 2nd Ranges, lots numbers 223 and 224, of the 2nd and 3rd Ranges, lots numbers 471 and 472 of the 3rd and 4th Ranges, lots numbers 466 and 467 of the 2nd and 3rd Ranges, lots numbers 236 and 237 of the 1st and 2nd Ranges and lots numbers 217 and 218 returning to the starting point; the said territory, together with that part of road comprised within the limits hereinabove described shall be detached from the Municipality of Grosses Roches and shall be annexed to the Municipality of the Parish of Sainte-Félicité, in the County of Matane, such annexation to come into force from and after the 1st of January 1943.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two, and the sixth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

N.B. This proclamation replaces the proclamation dated October 23rd, 1942, published in the *Quebec Official Gazette* of November 7th, 1942, page 2865.
2382

Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 9-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 13 octobre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr E. Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans la région de Hull.
2. La région de Hull comprend les municipalités suivantes situées dans le district judiciaire

Dairy Industry Commission

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 9-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 13, 1942, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Hull.
2. The region of Hull includes the following municipalities situated in the judiciary district

de Hull, savoir: la cité de Hull, la ville d'Aylmer, les villages de Templeton, et de la Pointe-à-Gatineau, ainsi que les municipalités de Deschênes, Gatineau-Mills et Hull-Sud.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.4% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la ferme du producteur-fournisseur: a) plus une prime de quatre sous par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus de 3.4%; b) moins un rabais de quatre sous par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de 3.4%. Le marchand de lait devra conclure une entente spéciale avec son fournisseur sur le prix du lait dont le pourcentage est supérieur à 4.5%.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Hull, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 7 sous la chopine et 12 sous la pinte.

5. Nul ne peut dans les limites de ladite région de Hull, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 sous la chopine et 11 sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pensions, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 40 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 9-H-39 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 janvier 1940 et entre en vigueur le 16 novembre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvé par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON, président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière

2396-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 38-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 28 octobre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de La Tuque;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement,

of Hull, namely: The city of Hull, the town of Aylmer, the villages of Templeton and Gatineau Point, as well as the municipalities of Deschênes, Gatineau Mills and Hull-South.

3. Any milkdealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.4% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.30 net F.O.B. Farm of producer-supplier: a) plus an increase of four cents per 100 pounds of milk for each tenth of 1% over 3.4%; b) less a decrease of four cents per 100 pounds of milk for each tenth of 1% below 3.4%. The dealer must make a special agreement with his producer on the price of milk of a percentage greater than 4.5%.

4. No person shall, within the limits of said region of Hull, offer, sell or deliver, at his home of his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 7 cents a pint and 12 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Hull, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a pint and 11 cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments, commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 40 cents a gallon.

The present order cancels order No. 9-H-39 published in the *Quebec Official Gazette* dated January 27, 1942 and comes into force on November 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON, President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

2396-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 38-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday 28, October, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of La Tuque;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk

vend ou livre du lait dans les limites de la région de La Tuque.

2. La région de La Tuque comprend la municipalité de la ville de La Tuque.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à sept sous la chopine et douze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à un hôpital, à une institution de charité, à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'ordonnance N° 38-H-40, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 novembre 1940 et entrera en vigueur le 16 novembre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président.
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre.

D. GORDON,
Président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
2398-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 40-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 27 octobre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Louiseville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

2. La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord et y compris le lot N° 871 et au sud par et y compris le lot N° 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à et y compris le lot N° 378; au sud: par et y compris le lot N° 378; à

within the limits of the region of La Tuque.

2. The region of La Tuque includes the town of municipality of La Tuque.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of La Tuque, offer, sell or deliver milk at prices inferior to seven cents a pint and twelve cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of La Tuque, offer, sell or deliver milk to a hospital, a charitable institution, a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

The present order cancels order No. 38-H-40 published in the *Quebec Official Gazette* of November 30th, 1940, and will come into force on November 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president.
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary,
2398-o Dairy Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 40-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 27, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Émile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Louiseville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louiseville.

2. The region of Louiseville includes the territory of the town of Louiseville, and part of the territory of the rural municipality of Saint-Antoine de la Rivière du Loup, bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894;

On the South: by all the territory adjoining Louiseville bounded as follows: on the North: by the southern limits of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup up to and including lot No. 378; on the South: by and including

l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot N° 378 jusqu'à et y compris le lot N° 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur située le long de la Petite Rivière et bornée au sud par et y compris le lot N° 349 et au nord par et y compris le lot N° 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot N° 777; au nord: par et y compris le lot N° 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot N° 777 jusqu'à et y compris le lot N° 338.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait en bouteille à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à deux gallons. Toute quantité inférieure à deux gallons sera vendue sur une base de cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 40-E-39 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 13 mai 1939 et entre en vigueur le 16 novembre 1942.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président.
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvé par la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
2399-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 14-H-42-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 27 octobre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique, et Oscar Boisvert, Inspecteur-Général des Produits Laitiers.

Attendu qu'une erreur de copiste s'est glissée dans l'ordonnance concernant la région de Sorel, N° 14-H-42, telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 octobre 1942.

LA COMMISSION DÉCRÈTE:

L'article 7 de ladite ordonnance est abrogé et remplacé par le suivant:

lot No. 378; on the West: by the East bank of the Petite Rivière from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Rivière and bounded on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the following boundaries: on the South: by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West: by the Petite Rivière from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.15 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to five cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to thirty-two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to two gallons. Any quantity inferior to two gallons will be sold on a basis of five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 40-E-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated May 13th, 1939, and comes into force on November 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president.
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary,
2399-o Dairy Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 14-H-42-A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, October 27th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Presents: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Germain Beaulieu, Legal Adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Whereas an error of transcription has occurred in Order No. 14-H-42, concerning the region of Sorel, and published in the *Quebec Official Gazette* dated October 10th, 1942.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Article 7 of said Order is annulled and replaced by the following:

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à quarante sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président.
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
2397-o Secrétaire.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to forty cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 6.

The present order comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President.
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
2397-o Secretary.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 46

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 2575—Concernant l'abolition de la Cour
des Commissaires de Coaticook..... 2901
2745—Loi relative aux mécaniciens de
machines fixes..... 2901

AVIS DIVERS:

- Aluminium Fiduciaries Limited..... 2911
Bagotville, Commission scolaire..... 2912
Bagotville, ville de..... 2913
Rouyn, Commission scolaire..... 2911
Rouyn, ville de..... 2911
Section de Longueuil de l'Association pro-
fessionnelle Catholique des voyageurs
de Commerce du Canada..... 2912

CHARTES—ABANDON DE:

- Brownlee Mines (Quebec) Limited..... 2914
Casalt Realty Corporation..... 2913
Shoe Bazaar Inc..... 2913

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

- Ordonnance N° 9-H-42..... 2928
Ordonnance N° 14-H-42-A..... 2931
Ordonnance N° 38-H-42..... 2929
Ordonnance N° 40-H-42..... 2930

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

- Ordonnance 26-A..... 2921

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

- Sherbrooke, munic. scolaire de la cité de. 2914

LETTRES PATENTES:

- Alpine Supplies Incorporated..... 2888
Canadian Woodenware Ltd..... 2889
Chez Vogue de Thetford Limited..... 2889
La Petite Symphonie de Montréal—The
Little Symphony of Montreal..... 2890
La Société de Prévoyance de L'Action
Catholique..... 2890
La Société des Infirmières Missionnaires. 2891
Le Comité d'Urbanisme de Rouyn Incor-
poré..... 2891
Master Hardchromers Limited..... 2892

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

2887 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2887

ORDERS IN COUNCIL:

- 2575—Respecting the abolition of the
Commissioners' Court of Coaticook.... 2901
2745—Stationary Enginemen Act..... 2901

MISCELLANEOUS NOTICES:

- Aluminium Fiduciaries Limited..... 2911
Bagotville, School Commission..... 2912
Bagotville, town of..... 2913
Rouyn, School Commission..... 2911
Rouyn, town of..... 2911
Section de Longueuil de l'Association pro-
fessionnelle Catholique des voyageurs
de Commerce du Canada..... 2912

CHARTERS—SURRENDER OF:

- Brownlee Mines (Quebec) Limited..... 2914
Casalt Realty Corporation..... 2913
Shoe Bazaar Inc..... 2913

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

- Order No. 9-H-42..... 2928
Order No. 14-H-42-A..... 2931
Order No. 38-H-42..... 2929
Order No. 40-H-42..... 2930

MINIMUM WAGE COMMISSION:

- Ordinance 26-A..... 2921

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

- Sherbrooke, School Munic. of the City of 2914

LETTERS PATENT:

- Alpine Supplies Incorporated..... 2888
Canadian Woodenware Ltd..... 2889
Chez Vogue de Thetford Limited..... 2889
La Petite Symphonie de Montréal—The
Little Symphony of Montreal..... 2890
La Société de Prévoyance de L'Action
Catholique..... 2890
La Société des Infirmières Missionnaires. 2891
Le Comité d'Urbanisme de Rouyn Incor-
poré..... 2891
Master Hardchromers Limited..... 2892

Montreal War Services Co-ordinating Council—Le Conseil de Coordination des Services de Guerre de Montréal ..	2892
Nanette Corsetière, Limitée	2893
Ross, MacDonald and Partners Inc.....	2893
Sturdy Accessories Limited	2894
The Black Duck Club	2894

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Canadian United States Knitting Company.....	2895
Service Enterprises Limited.....	2895

LIQUIDATION, AVIS DE:

Syndicat Coopératif des Producteurs de Fourrures	2915
--	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Dissolution des cercles agricoles dans le comté de Matane.....	2915
--	------

MINISTÈRE DE LA VOIRIE:

Fermeture de la Côte de Courville....	2915
---------------------------------------	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Barbiers-coiffeurs du comté Missisquoi ..	2922
Coiffeurs et Coiffeuses des comtés Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.....	2922
Métiers de la Construction de Montréal ..	2922
Métiers de la Construction de Montréal ..	2923
Tanneries et corroieries de la province de Québec.....	2924

MINUTES DE NOTAIRES:

En faveur de André Dumont.....	2916
Joron, Lionel.....	2915

NOMINATIONS:

Diverses	2916
----------------	------

PROCLAMATIONS:

Grosses-Roches, munic. des.....	2927
Lidice, canton.....	2924
St-Mathieu, munic. paroisse	2926

VENTES PAR LICITATION:

Filer <i>et al</i> vs Filer	2917
Sauvé vs Marleau <i>et al.</i>	2917

VENTES POUR TAXES:

Montréal-Est, ville de.....	2898
Plage Laval, ville de.....	2897
St-Lambert, cité de.....	2896

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

<i>Abitibi:</i>	
Provencher vs Leblond.....	2918

Montréal:

Guenette vs Desautels	2918
-----------------------------	------

Québec:

Cité de Québec vs Lessard <i>et vir et al.</i> ...	2919
Cité de Québec vs Wilkinson.....	2919

Montreal War Services Co-ordinating Council—Le Conseil de Coordination des Services de Guerre de Montréal ..	2892
Nanette Corsetière, Limitée	2893
Ross, MacDonald and Partners Inc.....	2893
Sturdy Accessories Limited	2894
The Black Duck Club	2894

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Canadian United States Knitting Company.....	2895
Service Enterprises Limited.....	2895

WINDING UP NOTICE:

Syndicat Coopératif des Producteurs de Fourrures	2915
--	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Dissolution of Farmers' Clubs in the County of Matane.....	2915
--	------

ROADS DEPARTMENT:

Closing of the Courville Hill.....	2915
------------------------------------	------

DEPARTMENT OF LABOUR:

Barbers-Hairdressers of Missisquoi County.....	2922
Male and female Hairdressers of Chicoutimi, Lac St-Jean and Roberval counties.....	2922
Building trades of Montreal	2922
Building trades of Montreal	2923
Tanning and currying industries in the Province of Quebec.....	2924

NOTARIAL MINUTES:

In favour of André Dumont.....	2916
Joron, Lionel.....	2915

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	2916
---------------------	------

PROCLAMATIONS:

Grosses-Roches, Munic. of.....	2927
Lidice, Township.....	2924
St-Mathieu, Munic. parish	2926

SALES BY LICITATION:

Filer <i>et al</i> vs Filer	2917
Sauvé vs Marleau <i>et al.</i>	2917

SALES FOR TAXES:

Montreal-East, Town of.....	2898
Plage Laval, Town of.....	2897
St-Lambert, City of.....	2896

SHERIFFS' SALES:

<i>Abitibi:</i>	
Provencher vs Leblond.....	2918

Montreal:

Guenette vs Desautels	2918
-----------------------------	------

Quebec:

City of Quebec vs Lessard <i>et vir et al.</i> ...	2919
City of Quebec vs Wilkinson.....	2919

Saint-François:

Langlois vs Cyr *et al.*..... 2920

Terrebonne:

Ville de Terrebonne vs Gagnon *et vir.*.... 2920

2401-o

Saint Francis:

Langlois vs Cyr *et al.*..... 2920

Terrebonne:

Town of Terrebonne vs Gagnon *et vir.*... 2920

2401-o